

ESPACE de libertés

Mensuel du Centre d'Action Laïque / JUIN 2020 / N°490



Dossier

À la rescousse, citoyens !

Grand entretien avec

Frédéric Keck

ONU et laïcité, les meilleurs ennemis



Sommaire

juin 2020 490

Illustration de couverture © Fanatic Studio/Science Photo Library/AFP

3 Édito

Covid-19 et laïcité.
VÉRONIQUE DE KEYSER

6 Grand entretien

Des sentinelles pour une résilience sociétale.
L'anthropologue Frédéric Keck se sert des épidémies passées pour éclairer la gestion de la pandémie actuelle. VÉRONIQUE BERGEN

10 Dossier

A la rescousse, citoyens !

Elle avait le vent en poupe avant de se faire voler la vedette par un certain virus : la participation citoyenne. La pratique séduit car elle a fait ses preuves au niveau local et dans certains domaines. Et sans prétendre gommer toutes les imperfections de la démocratie, la voilà prête à s'inviter plus haut.



46 Livres ensemble

46 Série «Décolonisation du regard», épisode final. Histoire de rattrapage. Il faut (mieux) enseigner la colonisation du Congo par la Belgique. Oui, mais comment ?
CYRIL WINTJENS

50 Quand la justice «prédictive» entre dans la cour. Comme les juges, les algorithmes ne sont pas infaillibles. JUSTINE BOLSENS

54 La lutte et le territoire. Parent pauvre de l'analyse du capitalisme, la géographie a beaucoup plus à dire qu'on ne le pense sur l'état du monde. VÉRONIQUE BERGEN

58 International

60 Septante-cinq bougies pour les Nations unies : un regard belge. De l'idéal commun des débuts aux cavaliers seuls, l'ONU plie mais ne rompt point. SANDRA EVRARD

64 ONU et laïcité, les meilleurs ennemis. Au regard de leurs décisions, on s'interroge : le Comité et le Conseil des droits de l'homme auraient-ils un problème avec le principe laïque ? FRANÇOIS FINCK

67 Tu seras hétéro, mon fils ! En Allemagne, les «thérapies de conversion» imposées aux LGBT pendant trop longtemps viennent d'être interdites.
CHRISTOPHE BOURDOISEAU

70 Culture

72 Ode à nos failles. Accepter ses faiblesses, c'est parcourir un chemin semé d'embûches mais tellement libérateur ! ALLISON LEFÈVRE

75 God bless les séries télé ! Certaines sont prosélytes, la plupart carrément cultes : les religions donnent du corps aux personnages.
HIMAD MESSOUDI

78 Des idées et des mots

80 Coup de pholie

Une pandémie de fake news.
XAVIER DE SCHUTTER

Covid-19 et laïcité

Par Véronique De Keyser
Présidente du Centre d'Action Laïque

Ce n'était pas tout à fait ainsi que cela devait se passer. La transmission entre Henri Bartholomeeusen et moi-même aurait dû se faire dans une ambiance chaleureuse, entourés d'amis, avec la certitude que le CAL, en vitesse de croisière, avait devant lui un horizon serein. Le Covid-19 a brusquement changé la donne. Cependant, ce passage de témoin est resté une transmission. Et l'ambiance a été chaleureuse – même si elle fut virtuelle. Quant à la laïcité, elle a un avenir, plus que jamais, mais pas en vitesse de croisière. Car le coronavirus a d'abord été une épreuve. Il a aussi été un révélateur du chemin qu'il nous reste à accomplir. Trois thématiques directement liées à la relation Covid & Laïcité doivent nous faire réfléchir et nous mobiliser dans les mois à venir: la situation des plus vulnérables, la santé dans sa globalité, et le rôle de la laïcité dans le monde d'après. La tentation de l'après-coronavirus serait de tourner rapidement la page. D'oublier. *Business as usual*. Non. Car nous avons un devoir de mémoire et un devoir d'avenir.

Solidarité envers les plus fragiles

La première thématique est celle des plus vulnérables. Le prix payé pour le Covid-19 a été plus lourd pour certains que pour d'autres. Les personnes fragilisées, qu'elles soient pauvres, âgées,

réfugiées et sans papiers, isolées, détenues, qu'elles soient des femmes victimes de violence domestique, des aînés placés dans les maisons de repos, et tant d'autres, sont en fait les dessous cachés de notre démocratie. Et elles ont, avec le coronavirus, subi une double peine, celle du confinement et de leur précarité: leur situation a souvent été intenable. Et c'est parce que nous ne les avons jamais abandonnées que je voudrais dire merci au CAL et à toutes ses associations. Leur action sur le terrain ne s'est pas ralentie. Néanmoins, il faut aller plus loin que ce constat, et s'interroger: qu'avons-nous appris de cet élan de solidarité formidable? Comment mieux travailler, mieux se coordonner? Comment, de manière générale, faire remonter ce qui vient du terrain aux oreilles de ceux qui en sont éloignés? Ce qui a été accompli est extraordinaire, mais demain, où placer nos forces? Quelles fragilités internes sont à revoir? Comment améliorer la mobilisation des solidarités? À ces questions-là, je n'ai évidemment pas les réponses. Mais nous les chercherons ensemble et le travail a déjà commencé.

Sanctuariser la santé?

La deuxième thématique qui émerge de cette crise est bien sûr celle de la santé. De la protection de celle-ci, et



de la garantie à son accès pour tous, sans discrimination. Travailler à sa défense est le meilleur moyen, avec l'éducation, de pallier le poids des inégalités de naissance et de vie. La Belgique garde un système de santé performant, mais les moyens n'évoluent plus conformément aux besoins. Les conséquences de ces restrictions se sont fait durement sentir et, pour certains, elles ont été meurtrières. L'heure n'est pas au procès politique, mais aux décisions de demain. Faut-il sanctuariser la santé, et la sortir de l'espace marchand comme le suggère Édouard Delruelle dans son article

sur l'état social, paru dans le dernier numéro d'*Espace de Libertés*? Faut-il globaliser le concept de santé, et se dire que la santé de l'environnement, la santé animale et la santé humaine ne font qu'une – *One Health* – ainsi que le défendent les scientifiques africains depuis longtemps, et comme le relaie Arnaud Zacharie, dans le même numéro? Que penser de la falsification des médicaments, et de la résistance croissante des agents pathogènes à des antibiotiques autrefois efficaces? Ces deux faits sont liés, et la vente non contrôlée de médicaments falsifiés sur Inter-

net fait exploser les résistances. Les prédictions des scientifiques avant le Covid-19 étaient qu'en 2030, la première cause de mortalité au monde serait due à ces résistances, et donc à notre impuissance à lutter contre de nouvelles pandémies. Par conséquent, la problématique du coronavirus n'a pas été une réelle surprise pour les scientifiques : les questions et certaines des réponses à y apporter étaient déjà sur la table. Même si le virus lui-même et son vaccin n'étaient pas connus. Nous étions prêts conceptuellement. En revanche, sommes-nous prêts à tirer les leçons de l'expérience, et à agir plutôt qu'à réagir ? Le CAL, comme bien d'autres associations, ne pourra rester muet sur ces questions.

La laïcité demain

La troisième thématique est le monde de demain et le nouveau visage de la laïcité. Le monde de demain, avec ses risques et ses immenses potentialités. Les politiques, les médias, et nous-mêmes souvent, répétons à l'envi : rien ne sera plus comme avant. Rien n'est moins sûr hélas, car l'amnésie est une tentation permanente. Nous, humains, pensons être plus forts, plus alertes et plus créatifs en oubliant. En repartant de zéro. Mais répétons-le avec les scientifiques et sans jouer les Cassandre, cette épidémie n'est pas un épiphénomène. C'est un révélateur. Si nous ne transformons pas, en profondeur, notre façon de vivre, de penser, et de gérer le monde de façon soutenable mais audacieuse – si nous ne développons pas ce que

certains appellent une « économie de la vie », ayant recours aux technologies les plus avancées, en misant sur un développement équilibré de ce monde où l'Afrique, par exemple, jouerait un rôle moteur –, nous retournerons inéluctablement dans le monde d'hier. Un monde qui n'a pas été moins meurtrier que le nôtre. Un monde qui a connu les nationalismes et les guerres. Les colonisations les plus cruelles. La Shoah, Hiroshima. Faut-il en rajouter ? Le monde de demain ne peut être celui-là : il n'est pas question d'un repli mais de poursuivre une construction européenne et mondiale, qui décline nos valeurs humanistes dans un cadre nouveau, sans passéisme, mais de façon durable. Le CAL a déjà amorcé cette réflexion, à propos de l'intelligence artificielle et de l'éthique. Nous avons notamment, lors de cette crise, rappelé les balises fermes à mettre à certaines applications IA comme le traçage par GSM¹ pour maintenir le respect de la vie privée. Toutefois, d'autres domaines que l'IA, essentiels à la construction d'une société progressiste, feront l'objet de ce questionnement. Un questionnement large, dépassant nos frontières : jamais nous n'avons eu autant besoin de laïcité, jamais nous n'avons eu autant besoin de liberté, d'égalité et de solidarité. Ce sont les meilleurs antidotes aux peurs et aux replis identitaires qui nous menacent au moins autant que le Covid-19. C'est donc avec sérénité que j'aborde le mandat qui m'a été confié. Je le confirme : nous ne sommes pas en vitesse de croisière – mais le chemin est passionnant. 🌱

¹ Voir notre communiqué du 10 avril : « Coronavirus et intelligence artificielle : le Centre d'Action Laïque invite à la prudence », sur laicite.be.

Des sentinelles pour une résilience sociétale

Dans « Les Sentinelles des pandémies », l'anthropologue Frédéric Keck livre le résultat d'une enquête ethnographique sur les techniques de gestion des épidémies, une enquête menée à Hong Kong, à Taïwan et à Singapour entre 2007 et 2013. Publié en pleine crise du Covid-19, l'essai dégage des modèles d'anticipation du futur, développe des réflexions sur les liens entre humains, animaux et virus, sur les « signaux d'alerte », qui nous permettent de nous orienter dans la désorientation actuelle.

Par Véronique Bergen
Écrivaine

Vos recherches en anthropologie sociale se sont penchées sur les crises sanitaires, les modes de penser et d'agir activés afin d'éviter ou de faire face à des agents pathogènes générant des pandémies. Pouvez-vous expliciter les trois modèles d'anticipation des catastrophes sanitaires que vous appelez précaution, prévention et préparation ?



Frédéric Keck, « Les Sentinelles des pandémies. Chasseurs de virus et observateurs d'oiseaux aux frontières de la Chine », préface de Vinciane Despret, Zones sensibles, 240 p.

J'emprunte cette distinction à l'anthropologue Andrew Lakoff qui la développe dans son livre *Unprepared* et dans un récent entretien au *Monde*. La prévention, c'est ce que les États européens ont au XIX^e siècle pour contrôler les épidémies qui affectaient leurs populations sur leur territoire : calculer les risques d'exposition aux épidémies et distribuer les ressources en fonction du différentiel d'exposition. C'est le fondement de la sécurité sociale. La préparation apparaît

dans le domaine sanitaire à la fin de la guerre froide lorsque l'on parle de sécurité mondiale : les instances internationales cherchent à protéger un de leurs membres d'une épidémie qui commencerait dans un autre pays membre. Comme on ne peut pas calculer la probabilité d'émergence d'un nouveau pathogène dans n'importe quel lieu de la planète, il faut imaginer la catastrophe d'une pandémie qui affecte toute l'humanité pour en limiter les conséquences. Entre ces deux rationalités, l'Europe a mis en place, dans les années 1970, le principe de précaution, que la France a inscrit dans sa Constitution en 2005. Il recommande de maximiser les risques pour justifier une décision souveraine (comme l'abattage des animaux malades ou le confinement des humains susceptibles d'être malades) par un comité d'experts se réunissant en situation d'incertitude.

Pourquoi plaidez-vous pour le modèle de la préparation ? En quoi redessine-t-il les rapports entre les humains et les animaux ? Permet-il de repenser notre rapport aux formes du vivant, de sortir de la logique mortifère de l'anthropocène ?

La préparation aux pandémies a été prise très au sérieux dans les sociétés asiatiques après la crise du SRAS, qui a profondément bouleversé les rapports sociaux et écologiques en rendant crédibles les scénarios d'urgence d'un virus de grippe des réservoirs animaux du sud de la Chine. Elle a consisté à mettre en place des sentinelles (comme des volailles non vaccinées dans les fermes qui lancent l'alerte sur l'arrivée de la grippe aviaire), des simulations (notamment dans les hôpitaux où le personnel répète de façon régulière les gestes d'urgence à prendre en cas de pandémie) et des formes de stockage (en particulier des bases de données où les séquences génétiques des virus sont conservées et des lieux gardés secrets dans lesquels des masques, des vaccins et des antiviraux sont maintenus). La France a voulu mettre en place la préparation aux pandémies en 2005 lors de l'arrivée de la grippe aviaire, mais on en est resté au stade des déclarations : les élevages n'ont pas fait l'objet d'une véritable surveillance mais plutôt de sacrifices massifs lors de l'émergence d'une souche ; les simulations sont restées des scénarios de cinéma ; le stockage de masques a cessé pour faire des économies dans les hôpitaux. La canicule de 2003 et le débat sur le foulard islamique en 2004 n'ont pas permis d'anticiper un virus qui infecte les voies respiratoires et tue les personnes



Son livre « Les Sentinelles des pandémies » est paru au cœur de la crise du Covid-19. Pourtant, Frédéric Keck mène son enquête sur la gestion des épidémies depuis 2007. Gageons que l'ouvrage devrait en inspirer plus d'un.e !

âgées, contraignant l'ensemble de la population à mettre un masque. C'est pourquoi je dis que nous n'avons pas intégré l'imaginaire de la préparation aux catastrophes, qui passe par des gestes quotidiens comme l'usage de sentinelles ou de masques, mais aussi par des films qui n'ont rien à voir avec l'idée fondée sur la crainte du pillage des ressources rares qu'Hollywood cultive et exploite. Au contraire, les populations asiatiques que j'ai étudiées

(Hong Kong, Taïwan, Singapour) ont intégré cet imaginaire, car elles ont compris ce qu'implique l'émergence de pathogènes résultant des transformations qu'impose l'espèce humaine à son environnement.

Les virus, écrivez-vous, « ne sont pas des entités intentionnelles visant à tuer des humains, mais plutôt le signe d'un déséquilibre entre les espèces d'un écosystème ». Les pandémies se multiplient en raison de la destruction de la biodiversité, des habitats des animaux sauvages, de la déforestation, de l'élevage intensif. La crise du Covid-19 obligera-t-elle à repenser notre lien aux non-humains, à la nature ?

Même si l'hypothèse d'un accident de laboratoire, en elle-même peu probable, est attestée, le Covid-19 est causé de façon certaine par un coronavirus qui s'est transmis des chauves-souris aux humains. Depuis la crise du SRAS, on savait que les chauves-souris transmettaient de nombreux virus émergents aux humains, comme Hendra en Australie ou Nipah en Malaisie et au Bangladesh, soit directement soit par un animal intermédiaire. Cela confortait l'hypothèse des biologistes australiens qui ont montré dans les années 1970 que les oiseaux sauvages transmettaient les virus de grippe pandémique aux cochons dans le sud de la Chine. On peut dire que cela ne concerne que les changements



Certains pays asiatiques ont mis en place des « sentinelles » pour prévenir l'émergence de maladie, par exemple des volailles non vaccinées dans les élevages, pour lancer l'alerte en cas de grippe aviaire.

écologiques en Asie comme la déforestation qui rapproche les chauves-souris des habitats humains ou l'élevage industriel de volailles qui amplifie les mutations sauvages des virus de grippe. Mais avec le transport aérien, une émergence virale dans le sud de la Chine concerne l'ensemble de l'humanité qu'elle affecte très rapidement.

À travers l'histoire, les épidémies sont chaque fois liées à des phases de mondialisation. En appelez-vous à une démondialisation ?

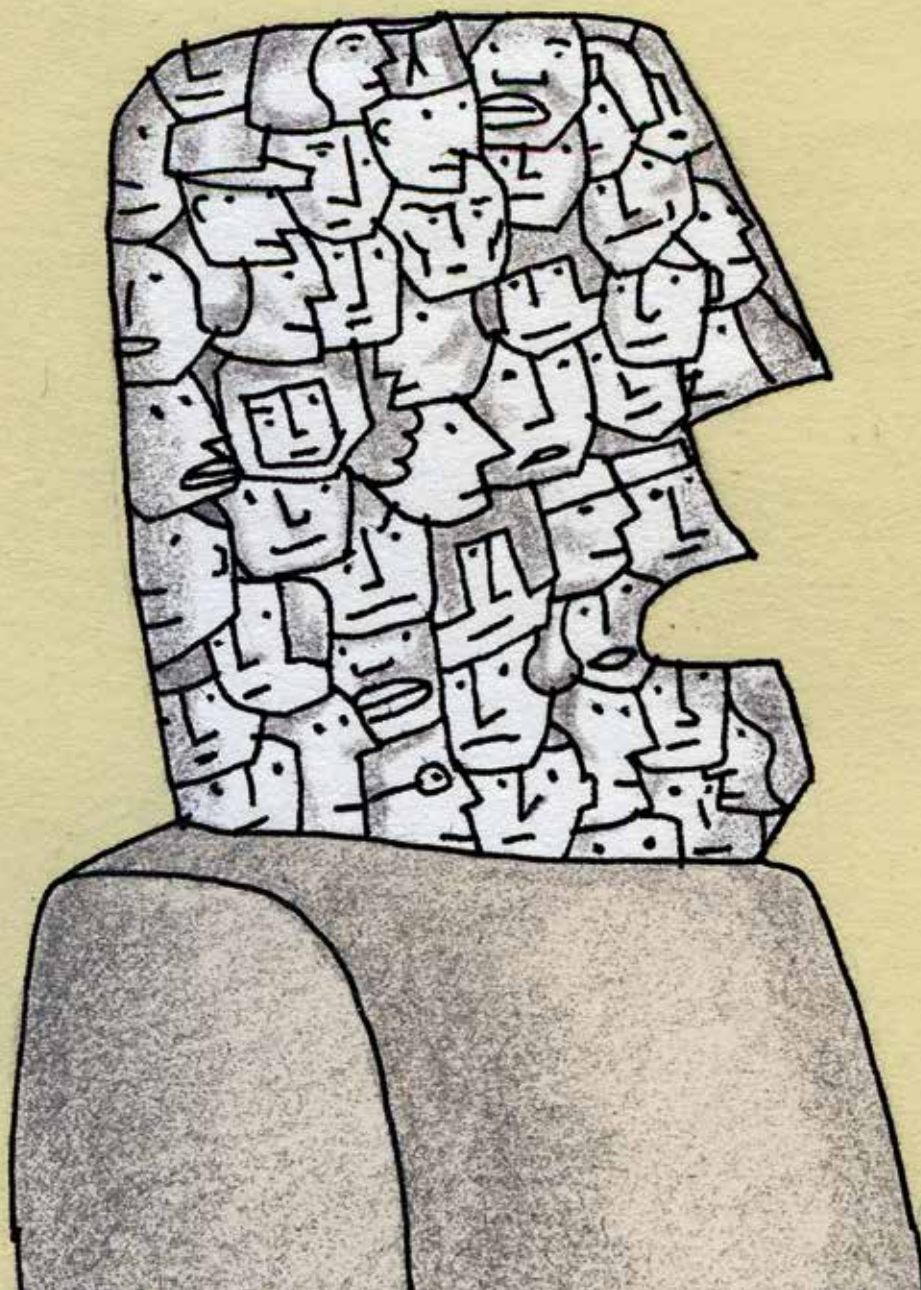
Les grandes épidémies, comme la peste dans l'Ancien Monde au Moyen Âge ou la variole dans le Nouveau Monde à l'âge moderne, sont liées à de grandes phases de la mondialisation: les foires commerciales, qui mettent en contact l'Europe et l'Orient, les bateaux de commerce, qui mettent en contact l'Europe et l'Amérique. Les pandémies de grippe signalent la place nouvelle de la Chine dans la mondialisation, avec la délocalisation des chaînes de production permettant dans les années 1970 de faire baisser les coûts des produits industriels et de maintenir un mode de production devenu intenable. Il va donc falloir relocaliser les productions pour éviter les pandémies de ce type, et discuter de l'utilité d'acheter certains biens ou de les exporter au bout du monde. C'est la base d'un libéralisme sain, celui d'Adam Smith et de Joseph Ricardo, à partir d'une analyse des solidarités planétaires révélées par cette pandémie.

Comment les savoirs et pratiques des microbiologistes et des ornithologues peuvent-ils s'unir et conjoindre

leurs formes de connaissance afin de faire face à une pandémie ? Vous décrivez des similitudes entre les pratiques des « chasseurs de virus » et celles des chasseurs-cueilleurs.

Les virologues suivent les virus dans les réservoirs animaux par des techniques de prélèvement et de séquençage de virus. C'est pourquoi je prends au sérieux l'expression « chasseurs de virus » qui est utilisée pour les décrire depuis les années 1970 (sur le modèle du livre de Paul De Kruif paru en 1926, *Chasseurs de microbes*). En me référant aux travaux de Philippe Descola et d'Eduardo Viveiros de Castro, je dis que ces « chasseurs de virus » prennent le point de vue des animaux à travers les virus, car ceux-ci sont des signes de catastrophes qui vont affecter les humains du fait de leur mauvais traitement des animaux. Je confirme cette hypothèse par l'alliance entre les virologues et les ornithologues leur permettant de suivre au quotidien les mutations des virus de grippe chez les oiseaux sauvages. Les ornithologues cherchent également à prendre le point de vue des oiseaux sur les catastrophes qui les affectent en commun avec les humains: extinction d'espèces du fait de la dégradation des habitats, radiations nucléaires, perturbateurs endocriniens. Cette alliance aux niveaux à la fois local et international devrait, je l'espère, nous faire mieux entendre les signaux d'alerte que les animaux nous envoient montrant que notre mode de production et de consommation n'est pas bon pour la planète. 🌱

À la rescousse, citoyens !





Selon un récent rapport du magazine britannique *The Economist*, la Belgique se classerait à la 33^e place derrière l'Inde et le Botswana, en termes de démocratie et de participation citoyenne. Notre pays est qualifié de «démocratie imparfaite», non pas au niveau du respect de l'État de droit, mais par sa gouvernance, sa culture politique apathique et son faible niveau de participation politique. Pourtant, ces derniers mois, la participation citoyenne est sur toutes les lèvres, notamment grâce à l'expérience inédite menée en Communauté germanophone d'instituer un dialogue citoyen permanent. La Région bruxelloise est également tentée par une aventure similaire, de même que certaines communes. Il y aurait donc de l'espoir! Dans ce dossier, nous mettrons en exergue les différents projets en cours, ainsi que les modalités de participation citoyenne qui existent depuis de nombreuses années dans des domaines spécifiques (aménagement du territoire, budgets communaux participatifs, domaine scientifique), avec en filigrane cette question: la participation citoyenne peut-elle raviver nos démocraties fatiguées? (se)

Mode ou pratique vieille comme le monde ?

Bien qu'ancestrale, la participation citoyenne semble aujourd'hui réinventée et jouir d'une nouvelle jeunesse. Comment peut-on expliquer cette nouvelle popularité ? La réponse se trouve en partie dans les nouvelles formes qu'elle revêt et au paradigme dans lequel elle se situe.

Par Julien Vrydagh
Chercheur doctorant - VUB et UCLouvain

Il y a plus de 2 500 ans, plusieurs cités mésopotamiennes voyaient leurs citoyens se rassembler sur la place publique pour régler des affaires juridiques ou exercer des pressions sur la politique du monarque. À partir du VI^e siècle av. J.-C., plusieurs cités grecques, dont Athènes, portant le flambeau de la notoriété, mettaient en place des régimes politiques construits sur l'idée de la participation directe de ses citoyens. Plus récemment, le suffrage féminin adopté en 1948 en Belgique rendait effectif le principe d'égalité entre tous citoyens au travers du droit de participer à l'élection de ses représentants. Enfin, le 25 février 2019, le Parlement de la Communauté germanophone institutionnalisait le tirage au sort dans le cadre de son dialogue citoyen. Le point commun entre ces exemples : la participation citoyenne, phénomène ne connaissant ni barrières géographiques ni barrières temporelles.

Fondamentalement, la participation citoyenne renvoie à l'implication des citoyens dans le processus de la prise de décisions politiques. C'est donc un

concept assez large et abstrait avec deux implications importantes. Premièrement, elle peut correspondre à une grande diversité d'instruments pour associer les citoyens à la politique. À ce propos, Graham Smith établit une distinction entre les mécanismes traditionnels (élections, sondages, rencontres citoyennes, *focus groups*) et les innovations démocratiques (budgets participatifs, les assemblées citoyennes tirées au sort, la cyberdémocratie et les mécanismes de démocratie directe)¹. Ces dernières ont grandement contribué à populariser la participation citoyenne, parce qu'elles concrétiseraient de grands principes démocratiques, souvent avec une dose certaine de romantisme. Le tirage au sort des assemblées et forums citoyens captive grâce à sa capacité à réaliser le principe d'égalité politique. De même, le budget participatif, suivant l'expérience brésilienne de Porto Alegre dans les années 1990, acquiert la réputation de redistribuer les clefs budgétaires aux plus démunis. Enfin, la cyberdémocratie et les mécanismes de démocratie directe permettent d'éclipser la repré-

¹ Graham Smith, *Democratic Innovations: Designing Institutions for Citizen Participation*, Cambridge University Press, 2009.

sensation afin d'instaurer un système de démocratie directe.

Variations sur le même thème

Deuxièmement, la participation citoyenne ne suppose pas nécessairement la démocratie et peut s'adapter à des régimes qui sembleraient pourtant être en contradiction. Par exemple, la République populaire de Chine orga-

nise des budgets participatifs, tandis que des régimes à tendance autoritaire, comme la Hongrie d'Orbán, recourent à des mécanismes de démocratie directe. À l'heure où la participation citoyenne jouit d'une image positive et consensuelle, il est important de rappeler son caractère flexible et élastique. Il faut dès lors prendre en compte le paradigme dans lequel elle s'inscrit et remonter dans le temps, au



moins jusqu'à la deuxième moitié du XX^e siècle, pour expliquer chronologiquement la trajectoire du paradigme en vigueur.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, un paradigme réaliste de la démocratie défend la stabilité du système, garantie par la compétition entre élites politiques. Les citoyens, eux, sont jugés incapables de prendre part à la vie politique. « Ignorants », « peu intéressés », « égoïstes » et même « primitifs »... Joseph Schumpeter, l'intellectuel phare de ce courant de pensée, ne manque pas d'imagination pour décrire le manque de compétence des citoyens². La participation est alors réduite au strict minimum, à savoir des élections pour accepter ou refuser les élites candidates au gouvernement. Toute implication supplémentaire des citoyens devant être découragée, car elle nuirait à la stabilité du système.

En réaction à ce pessimisme, un paradigme de démocratie participative émerge dans les années 1960 et 1970 et renverse la manière de penser la participation citoyenne. Les citoyens sont effectivement désintéressés et apathiques, mais uniquement parce qu'ils ne participent pas. Le problème devient alors la solution : plus ils participeront, plus ils s'intéresseront et s'impliqueront. La participation citoyenne devient un sujet politique mis en avant par les mouvements sociaux et politiques de gauche. Selon eux, la participation citoyenne est un vecteur d'émancipation, un moyen de réaliser l'égalité politique et de donner le pouvoir aux gens. Son champ d'application ne se limite plus à la sphère politique

et s'étend à l'ensemble de la société, du monde du travail jusqu'à la communauté. On remet en question toutes les structures du pouvoir et on encourage l'expérimentation de la participation citoyenne pour les rendre plus démocratiques. C'est d'ailleurs à cette époque que naissent les premiers forums avec des citoyens tirés au sort, en Allemagne en 1970 et aux États-Unis en 1971.

Le modèle des forums citoyens

L'on peut ensuite identifier un troisième paradigme qui émerge au Royaume-Uni dans les années 1980 et 1990 et qui remplace l'idée du gouvernement par celle de la gouvernance. Au cœur de ce changement paradigmatique se trouve l'approche néolibérale du *new public management*, qui préconise une gestion des services publics basés sur un modèle entrepreneurial privé dans lequel le citoyen est d'abord considéré comme un client dans sa relation à l'État. L'idée est de recourir à la participation citoyenne dans le but d'améliorer les services publics pour ses usagers. Pour ce faire, elle prend la forme de sondages, de *focus groups*, de rencontres citoyennes, de forums citoyens ou encore de budgets participatifs. Ce paradigme voyage outre-Manche et justifie notamment l'organisation des premiers forums citoyens avec tirage au sort organisés en Belgique dès 2001. Le paradigme de la gouvernance joue un rôle important dans la popularisation de la participation citoyenne auprès des élites politiques, car il la vide de son contenu politique et subversif. Ce qui résulte non seulement du paradigme précédent, mais aussi de la récupération du fameux budget participatif

² Joseph Aloïs Schumpeter, *Capitalism, Socialism and Democracy*, Abingdon-on-Thames, Routledge, 2013.

de Porto Alegre par les mouvements altermondialistes. Transformée en outil de gestion politique, la participation citoyenne devient alors populaire au sein même d'institutions politiques garantes du système néolibéral, tel que la Banque mondiale.

Au chevet de la démocratie

Enfin, le dernier paradigme met en lumière la crise de la démocratie. Depuis les années 1990, il n'a cessé de gagner en importance pour atteindre l'approche dominante actuelle qui permet de justifier et de penser la participation citoyenne. On attend dorénavant de celle-ci qu'elle redonne de la légitimité au système politique et qu'elle pare aux manquements de la démocratie représentative. C'est dans ce contexte que sont adoptés la grande majorité des mécanismes de participation citoyenne à l'heure actuelle. Depuis la loi Tobback qui autorise les consultations populaires au niveau communal dès 1995, en passant par l'assemblée citoyenne du G1000 en 2011, jusqu'à l'institutionnalisation des commissions mixtes délibératives de l'Assemblée réunie bruxelloise en 2020, on invoque la crise de la démocratie pour justifier l'implication des citoyens.

Cependant, les objectifs de la participation citoyenne dans ce paradigme sont plus flous que les précédents, car la crise de la démocratie est un concept aussi abstrait que la participation elle-même. En effet, doit-elle réformer la démocratie en s'attaquant à ses structures de pouvoirs inégalitaires ou doit-elle juste renforcer la légitimité du système politique en place ? En d'autres termes, le

paradigme de la crise de la démocratie oscille entre le prolongement du paradigme de la démocratie participative ou celui de la gouvernance. Cette ambiguïté explique en partie sa popularité, puisque chaque acteur peut mobiliser le concept attractif et consensuel à ses propres fins. D'un côté, de nombreux mécanismes participatifs restent lettre morte et permettent surtout à des élus de toutes couleurs politiques de mettre en scène leur proximité et capacité à gouverner autrement. D'un autre côté, le paradigme pousse des citoyens à se mobiliser pour organiser leur propre mécanisme participatif, à l'instar du parti Agora. Il encourage aussi certains élus à innover et à sincèrement remettre en question la manière de faire la politique, comme l'attestent l'institutionnalisation de panels citoyens en Région bruxelloise et en Communauté germanophone ou encore la création d'une administration de la Ville de Bruxelles, uniquement destinée à la participation citoyenne.

En devenant un effet de mode, la participation citoyenne est aussi devenue un instrument politique qu'il convient d'analyser avec un sens critique. Pour élucider quel paradigme se cache derrière celui de la crise démocratique, il faut considérer plusieurs éléments comme le suivi politique des plateformes en ligne et des forums citoyens, la part du budget alloué au budget participatif, les rapports d'évaluation des participants ou encore l'institutionnalisation de la participation citoyenne. En effet, même si la participation citoyenne est nécessaire pour réformer la démocratie, elle est cependant insuffisante. ♣

L'écho citoyen

Le 25 février 2019, la Communauté germanophone adoptait un processus de participation citoyenne permanent, assez inédit dans son fonctionnement. Quels sont les atouts d'un processus participatif étroitement lié aux pouvoirs législatif et exécutif ? Les réponses de Christoph Niessen, politologue à l'Université de Namur et à l'Université catholique de Louvain, coauteur d'une étude sur le sujet¹.

Propos recueillis par Sandra Evrard
Rédactrice en chef

L'initiative de participation citoyenne lancée par la Communauté germanophone fait écho à un concept qui n'est pas tout à fait neuf. Néanmoins, ce projet-ci revêt une forme inédite. Pour quelle raison ?

Pour trois raisons essentiellement. La première, c'est la permanence du processus. La deuxième, c'est le lien quasi institutionnel aux travaux d'un Parlement. La troisième, c'est sa conception qui combine un conseil citoyen permanent qui détermine les sujets à traiter, avec des assemblées citoyennes ponctuelles qui formulent les mesures à prendre par rapport aux sujets traités. L'Assemblée citoyenne est liée de manière quasi institutionnelle aux travaux d'un parlement d'une entité fédérée, donc à un niveau législatif, puisque la Communauté germanophone peut adopter des décrets qui ont force de loi, ce qui lui donne quand même une marge de manœuvre considérable en matière de gestion politique.

Ce modèle de délibération citoyenne a été lancé voici un an. Quel est le premier bilan que l'on peut en tirer ?

Le premier Conseil citoyen a eu lieu en automne dernier, et le sujet choisi bien avant la crise du coronavirus fut celui des soins de santé... et plus précisément la question de savoir comment améliorer à la fois les conditions des patients et du personnel engagé dans le secteur des soins de santé. Une première Assemblée citoyenne a alors été organisée sur ce sujet début mars, mais il n'y a pas encore eu à ce jour de recommandation formulée. Le processus a cependant bien débuté, et en fonction de l'évolution de la crise sanitaire, il reprendra ses travaux probablement après l'été. Il y a aussi eu, au-delà de ce parcours politique, un bon *feedback* médiatique, avec une couverture assez importante aux niveaux régional, national et international.

Un avis favorable se dégage-t-il donc de cette initiative ?

¹ Christoph Niessen et Min Reuchamps, « Le dialogue citoyen permanent en Communauté germanophone », *Courrier du CRISP* n° 2426, 2019.

Globalement, oui. Il existe évidemment toujours des débats autour de ce dispositif, avec certaines personnes qui remettent en cause le principe du tirage au sort, pourtant assez ancien. On pense parfois qu'il s'agit d'une loterie ou de hasard, mais l'idée du tirage au sort en politique remonte en fait à la démocratie athénienne. L'idée consistait alors à octroyer, à côté du droit de vote de chaque citoyen pour certaines fonctions, la même chance à chaque citoyen de contribuer à d'autres fonctions. Cela a été repris dans certaines républiques italiennes médiévales, puis oublié après les révolutions politiques modernes pour laisser place au processus électoral qui est devenu notre représentation primordiale de la démocratie.

Pourquoi revenir au tirage au sort ?

Pour différentes raisons. D'un côté, on voit que représentants et représentés se ressemblent de moins en moins, et qu'il existe donc un certain décalage démographique et social entre ces deux catégories. La première idée consiste donc à proposer une représentation plus explicite de la société à ceux qui prennent les décisions en incluant des personnes issues de différents échelons de la société, que ce soit en matière d'âge, de genre, d'éducation, qui sont des experts de leur quotidien.

Le deuxième élément consiste à donner à chaque personne la même chance de participer à la gestion des affaires publiques. Le tirage au sort constitue donc un moyen parmi d'autres pour, d'un côté, réduire la distance existant entre citoyens et politiciens et, d'autre part, de donner

un accès plus égalitaire au pouvoir. Il s'agit plutôt d'un complément que d'un remplacement des élections, même si certains aimeraient remplacer les élections par des tirages au sort.

Plus généralement, quels sont les obstacles rencontrés dans un processus participatif ?

Le premier obstacle que l'on rencontre toujours, c'est la disposition des personnes à participer, avec un taux de refus assez important puisque seules 3 % des personnes qui sont tirées au sort acceptent. Les autres difficultés ne se sont pas encore présentées parce que le processus est toujours en phase de lancement. Ensuite, il faudra observer comment les recommandations pourront être reprises par le Parlement et par le gouvernement germanophone, tant pour des raisons de volonté politique que de faisabilité. Mais d'habitude, les recommandations issues des processus citoyens sont formulées de manière assez consensuelle et elles sont adoptées. Il faudra aussi observer comment le retour se fera vers l'ensemble des citoyens pour leur montrer comment on est arrivé aux recommandations formulées. C'est aussi une question de démocratie, évidemment.

La taille de la Communauté germanophone est relativement restreinte. Ce type de projet est-il applicable efficacement pour des entités plus importantes ?

Je pense qu'il y a à la fois des avantages et des inconvénients à l'élargir à de plus grandes entités. Le premier écueil à prévoir, c'est que la probabi-

lité d'être tiré au sort est plus petite. J'ai calculé qu'en Communauté germanophone, avec un taux d'acceptation de 10 %, chaque citoyen a un peu plus d'une chance sur deux d'être tiré au sort une fois dans sa vie, ce qui est considérable. Avec de plus grandes entités, l'on pourrait envisager d'organiser plusieurs assemblées citoyennes par an. Si un modèle devait se généraliser, rien n'empêcherait d'envisager des assemblées citoyennes qui se tiennent en parallèle sur différents sujets. L'autre point d'attention concerne l'impact macropolitique : le nombre de citoyens tenus informés doit rester important et les dispositifs doivent être transparents. En revanche, l'avantage d'élargir à de plus grandes entités, c'est qu'il serait bien plus facile de trouver différents profils de population que dans une société plus petite.

L'éducation entre-t-elle en ligne de compte dans ce processus ?

Je ne sais pas si «éducation» est le bon mot, mais l'expérience peut-être. Nombre de citoyens refusent de participer parce qu'on ne leur a jamais donné beaucoup la parole, à part à quelques moments lors des élections. Mais si vous développez une véritable culture de la participation, comme en Suisse où les gens sont régulièrement incités à donner leur opinion, je pense que les gens vont adopter une tout autre posture vis-à-vis des affaires politiques. Je ne dis pas qu'elle sera moins critique, elle le sera peut-être tout autant, mais de manière nettement plus constructive. Car tout est politique en quelque sorte. L'idée provient du vieil adage :

«un gouvernement de citoyens, pour le peuple et par le peuple».

Il faut des décideurs politiques qui soient convaincus de ce modèle.

Ce n'est pas forcément un concept majoritairement partagé.

D'un côté, on pourrait croire que l'on perd un peu de pouvoir en tant que décideur en demandant l'avis d'autres personnes. Mais comme les décisions publiques sont aujourd'hui chaque fois plus compliquées à adopter, cela peut aussi constituer une sacrée aide à la décision publique si celle-ci se base sur la consultation. À condition, évidemment, que le processus soit bien mené et que la décision adoptée soit justifiée. Finalement, une décision prise à la fin d'un processus participatif qui s'est bien déroulé, est en principe autrement plus simple à assumer pour un décideur que de prendre une décision politique tout seul.





Ce processus participatif pourrait-il venir à la rescousse de la fragilisation croissante de nos démocraties ?

Ces dispositifs ont le potentiel d'attaquer la fatigue démocratique à deux égards : en réduisant la distance entre représentés et représentants et en donnant la possibilité de participer aux affaires publiques. Cela pourrait contribuer à une dépoliarisation de la société puisqu'il ne s'agit plus de trancher entre du noir et du blanc mais, au travers du processus, de prendre connaissance de l'ensemble des différentes facettes d'un problème et d'échanger pour trouver ensemble la meilleure solution pour la société. Cela pourrait favoriser une meilleure cohésion sociétale, tout en mettant en exergue, au vu de tous, la complexité de la politique.

N'y a-t-il pas un risque que les personnes les plus charismatiques et radicales prennent le dessus ?

Il y a deux réponses à cela. D'un côté, le tirage au sort aboutit rarement, pour ne pas dire jamais, à 25 ou 100 personnes qui sont toutes radicales : c'est un premier garde-fou. Le deuxième, c'est la délibération qui force, même les plus têtus, à écouter les autres, à argumenter et à nuancer leurs positions. Évidemment, l'autre condition, c'est que le panel doit justifier ses décisions à l'ensemble de la société.

Lorsque l'on regarde les panels de citoyens tirés au sort, il est assez intéressant de voir comment, au début, beaucoup de gens arrivent avec leur sac à dos, bien légitime, de tous les problèmes qui les énervent au quotidien. La première réunion est donc généralement assez compliquée parce que tout le monde essaye de faire valoir son point de vue. Mais au fil des différentes réunions, les gens apprennent à s'écouter. Il est d'ailleurs assez impressionnant de voir que l'on arrive à s'entendre sur des sujets complexes.

Néanmoins, finalement, les deux conditions de réussite sont selon moi que de tels processus soient installés de manière systématique et permanente parce que cela induit alors une véritable dynamique. Cela permet de faire valoir une culture délibérative non seulement pour une décision politique, mais aussi dans l'ensemble des échanges qui s'effectuent en société. Ce qui permettrait de répondre efficacement au malaise démocratique. ♣

Bruxelles, laboratoire de participation citoyenne

La Ville de Bruxelles veut faire figure de pionnière en matière de participation citoyenne. Une charte, adoptée en décembre dernier, définit des actions concrètes pour solliciter l'avis de ses citoyens et les inclure dans la construction de projets... Et même leur permettre de contrôler des budgets quelquefois conséquents (alloués à leur quartier).

Par Clara Van Reeth
Journaliste

C'est dit, et souvent répété: la démocratie est en crise et la méfiance du peuple envers les élites est grandissante. «À Bruxelles, 20 % des électeurs ne se déplacent même plus pour voter», lâche Arnaud Pinxteren, en guise de diagnostic. Autre illustration de la rupture consommée entre le citoyen et le politique, selon l'échevin bruxellois de la Participation citoyenne: «Le piétonnier, un projet intéressant à la base, a fédéré les habitants contre lui, car le processus qui l'accompagnait n'était pas assez inclusif.»

Contre ce mal, la Ville de Bruxelles a opté pour un remède, souvent présenté comme miraculeux: la participation citoyenne. En décembre dernier, la majorité (PS-Écolo-Défi) a adopté la première Charte de participation citoyenne, résultant elle-même de rencontres entre élus et habitants. Unique en son genre, le texte liste onze actions concrètes, articulées autour de trois piliers: coconstruire la Ville de Bruxelles, impliquer les Bruxel-

lois et favoriser l'innovation sociale et citoyenne.

Pour «coconstruire la ville», Bruxelles s'est dotée d'un outil à la hauteur de ses ambitions: les conseils de quartier. D'ici la fin de la législature, en 2024, huit conseils au total auront été constitués sur le territoire communal. Chacun sera composé de dix-sept membres, parmi lesquels une majorité de citoyens tirés au sort, et des représentants des secteurs associatif et commerçant.

La démarche n'est pas que symbolique. Ces conseils jouiront d'un réel pouvoir de décision, puisqu'ils seront appelés à gérer le «budget participatif» alloué à leur quartier (jusqu'à un million d'euros). «Ce n'est donc pas qu'un budget coup de pouce, qui servirait à faire de la "verdurisation" des rues ou des potagers collectifs», précise l'échevin Écolo. «Les conseils pourront aussi s'impliquer sur des thématiques plus "essentielles", comme la sécurité routière.» Mi-mars, le tout premier conseil de quartier a vu

le jour à Neder-Over-Hembeek (NOH, de son diminutif), territoire à l'extrême nord de la commune bruxelloise. Deux autres devraient suivre d'ici la fin de l'année.

Le tracé du tram

En attendant, quelques projets témoignent déjà de la volonté de la Ville d'inoculer des doses de participation citoyenne dans son fonctionnement. L'un d'eux a eu lieu dans le quartier de Neder-Over-Hembeek (encore lui), qui fait un peu figure de laboratoire bruxellois en la matière. Le choix n'est pas anodin: une bulle de contestation populaire y était apparue dès l'annonce d'un futur tram, reliant NOH (le «village», comme aiment encore à l'appeler ses habitants) au centre de la capitale. Pour calmer les esprits, la Ville s'est prêtée à un exercice de réflexion collective sur le futur tracé de la ligne, incluant les

citoyens. «Un processus unique et inédit à Bruxelles pour un projet de cette envergure», insiste Arnaud Pinxteren.

Mohamed, informaticien chez Audi et parent engagé de longue date dans la vie associative de son quartier, a été tiré au sort parmi la cinquantaine d'habitants portés volontaires. Avec cinq autres heureux élus, il a, pendant plus de six mois, participé aux «comités de pilotage» réunissant la STIB, des représentants politiques de la Ville et de la Région et Bruxelles Mobilité. «On était parfois une trentaine de personnes. En tant que citoyens, on a pu exprimer nos inquiétudes, poser toutes nos questions. Mais ça nous a surtout permis d'avoir une vision plus large de la problématique», témoigne le Bruxellois. «On arrivait souvent en disant: "Vous n'avez qu'à faire ça", et les ingénieurs nous confrontaient aux normes et contraintes techniques dont il fallait tenir compte.»



Mohamed se déclare satisfait: «Tout a été clair, transparent et démocratique. Même si le résultat final ne plaît pas à tout le monde...» Les tensions n'ont en effet pas disparu: certains riverains, directement impactés par le tracé du futur tram, sont en rogne. D'autres, qui avaient espéré que la Ville abandonne carrément son projet de mobilité, crient à l'imposture. «C'est l'un des problèmes de la participation», poursuit le citoyen. «Chacun a des intérêts divergents et certains feront tout pour avoir gain de cause. Il faut se demander quelle est l'intention du citoyen derrière son engagement: une curiosité, une conviction ou son intérêt propre? Si c'est ça, vous aurez beau les informer, il n'y a rien à faire: ces gens-là ne changeront pas d'avis.»

«Il faudra bien choisir»

C'est pour prévenir ce genre de dérive, mais aussi pour éviter que ses dispositifs n'attirent que des citoyens aguerris – presque «professionnels» de la participation – que Bruxelles a misé sur le tirage au sort pour la constitution de ses conseils de quartier (son outil central). «Ce sont souvent les mêmes types de personnes qui participent: plutôt âgées et masculines. Notre enjeu majeur sera de créer de la mixité. On prévoit notamment la possibilité d'un défraiement lors des conseils, pour permettre aux mamans de recourir au baby-sitting.»

La charte de la Ville ne repose pas uniquement sur le tirage au sort de citoyens curieux; elle veut aussi faire évoluer le fonctionnement interne de son administration. Un formulaire a ainsi été créé pour les services de

la commune, qui doit leur donner la possibilité d'identifier rapidement les projets pouvant faire l'objet d'un processus participatif (compte tenu du budget, du planning, de la marge de négociation...) «Si le service juge qu'il y a une opportunité à ce que son projet soit mis en débat avec les citoyens, ce sera fait. Évidemment, ça ne pourra pas être fait systématiquement: il faudra bien choisir», nuance Arnaud Pinxteren.

C'est que les projets «larges et techniques», relevant par exemple de la planification urbaine, se prêtent moins volontiers à la participation citoyenne, selon l'échevin. *A contrario*, «quand l'objet du débat est clairement identifié et ancré dans les réalités territoriales des quartiers, la participation est efficace».

Un exemple: l'aménagement de la future salle du conseil communal au sein de Brucity, le nouveau centre administratif de la commune dès 2021. Un projet «concret et précis», pour lequel la Ville a sollicité l'avis de citoyens et de professionnels (huissiers, traducteurs, journalistes, organisations de jeunesse), en vue d'optimiser la disposition des lieux en fonction de leurs besoins.

Les jeunes souvent oubliés

L'ASBL Jeune et Citoyen a fait partie des acteurs invités à rejoindre le débat. Fatima Amkouy, sa secrétaire générale, juge l'expérience positive: «La façon dont on a sollicité nos avis, dont ceux-ci ont été étudiés et pris en compte: tout était pertinent et très



professionnel.» La mission de cette organisation de jeunesse qui promeut la participation des jeunes et accompagne notamment des conseils des jeunes au sein de communes belges est de suggérer des façons de rendre la salle du conseil communal accessible aux jeunes, pour qu'ils puissent y faire entendre leur voix.

Sur les plans de l'architecte, qu'est-ce que cela donne ? Le futur conseil bruxellois sera notamment doté d'un espace de projection, «les jeunes étant beaucoup plus visuels et kinesthésiques». Il y aura également une mezzanine et des espaces de travail amovibles, «grâce auxquels les jeunes pourront échanger avec les élus lors de vrais groupes de travail: nous voulions éviter que les échelons soient regroupés dans leur hémicycle, "coupés" des membres du conseil des jeunes», poursuit Fatima Amkouy.

Un bémol toutefois: aucun jeune n'a directement pris part aux discussions. «Le processus a sans doute souffert d'un manque de temps...», avance la responsable de l'ASBL. «Mais la question mérite en effet d'être posée. Dans les espaces institutionnels, on oublie bien souvent de mettre les jeunes autour de la table...»

Ni remède miracle, encore moins instrument parfaitement abouti: la participation citoyenne ne s'improvise pas et nécessite, idéalement, un accompagnement professionnel (c'est le cas à la Ville de Bruxelles). «Le pire ennemi, c'est la participation mal faite. Car on risque alors d'abîmer encore davantage la confiance du citoyen. Je préfère des projets moins nombreux mais pertinents, qui mènent réellement à un partenariat vertueux avec les citoyens», conclut l'échevin bruxellois. ✦

Budget participatif, un simple gadget ?

Bruxelles, Namur, Leuven... Toutes les communes se lancent dans l'aventure des budgets participatifs. Un moyen de réunir citoyens et élus sur le devenir de leur territoire. À condition que les règles du jeu soient claires pour tout le monde !

Par Pierre Jassogne
Journaliste

C'est à la fin des années 1980 que les premières initiatives de budget participatif ont vu le jour. En Belgique, le concept est importé au début des années 2000 avec des fortunes diverses. C'est que les règles du jeu varient sur le terrain. Dans les faits, même si les citoyens sont appelés à participer, les élus gardent souvent le dernier mot. Le concept est avant tout une volonté de construire une autre manière et d'élaborer des choix budgétaires entre pouvoirs publics et habitants.

Des conseils de quartier

C'est selon cette logique que Bruxelles-Ville se lance dans l'expérience avec la création de huit conseils de quartier. «À Bruxelles, il y a eu par le passé plusieurs vagues de budgets participatifs qui ont eu pour objectif de donner des moyens à des projets citoyens sous forme d'appel à candidatures. Souvent, ces budgets étaient plutôt des budgets "coups de pouce", donnant des moyens aux citoyens pour réaliser l'aménagement de leur quartier», explique l'échevin de la Participation citoyenne, Arnaud Pinxteren (Écolo).

«Pour sortir de ce côté gadget, il fallait agir pour que ce budget participatif ne soit plus une fin en soi, mais un moyen de répondre à un de nos axes de travail qui est la codécision. On veut faire en sorte que les citoyens participent à la décision d'orientations prises par la Ville. Cela se traduit par un montant important, notamment», poursuit l'écu. Avec un budget d'un million d'euros mis sur la table. «C'est un moyen de donner de la crédibilité à ce type de projets. La volonté est de se rapprocher de ce que Paris fait, en consacrant 10 % de leur budget extraordinaire en débat avec des citoyens. Ici, à Bruxelles, on est à 1 %.»

Outre les moyens importants mis en débat, le processus d'attribution de ces moyens doit être le plus ouvert et le plus participatif, raison pour laquelle Bruxelles a décidé qu'il soit piloté par ces conseils de quartier.

Le premier conseil de quartier verra le jour à Neder-Over-Heembeek. Ce conseil sera constitué de onze citoyens tirés au sort et de six représentants de différents secteurs associatifs, cultu-

rels ou économiques. Avec la volonté de toucher des personnes qui ne se manifestent généralement pas dans les réunions citoyennes habituelles et d'assurer la représentativité du conseil de quartier. Il se voit confier la gestion d'un budget participatif. Le but est que ces moyens permettent aux citoyens de codécider des investissements publics dans leur quartier. Il s'agira notamment d'organiser une consultation publique pour analyser les besoins du quartier, définir les priorités, lancer un appel à projets et analyser les dossiers rentrés. Avec un budget d'un million d'euros, on veut aussi viser grand, en votant par exemple pour le réaménagement de l'espace public.

Le rythme de travail sera soutenu, une dizaine de réunions par an. «La volonté aussi, une fois la décision prise par le conseil de quartier, est que la mise en œuvre du projet citoyen soit rapide. Outre le montant et le processus participatif, la concrétisation du projet fera que cette démarche sera crédible ou non pour les citoyens. Il ne s'agit pas d'attendre trois, quatre ans. Toute mon intention est de créer une conscience et une adhésion des autorités comme de l'administration autour de ce budget participatif. On sent que c'est quelque chose qui n'est pas toujours naturel...»

Répondre à la demande

Namur va, de son côté, dépenser 1,5 million d'euros sur cinq ans (soit 300 000 euros par an) pour financer des projets citoyens autour de la transition écologique et de la cohésion sociale d'un quartier. Il y aura un appel à projets ouvert aux Namurois âgés de 16 ans et

plus et aux associations, puis une sélection par l'administration communale pour voir quels sont les dossiers citoyens qui tiennent la route. Ensuite, les projets retenus, mis au vote, notamment sur le site Internet de la Ville. Ce seront les Namurois qui sélectionneront les projets. «Le succès des expériences menées dans certaines villes n'a pas toujours été au rendez-vous: des budgets sont proposés, mais peu de projets se réalisent. Pour que cela fonctionne, tout le processus doit être précis, dès le départ, avec un réel engagement de l'administration qui doit analyser la faisabilité des projets citoyens», confie l'échevine Patricia Grandchamps (Écolo). Raison pour laquelle la ville a réalisé un *benchmarking* des expériences menées tant en Belgique qu'à l'étranger. «La Ville veut répondre à la demande de plus en plus forte de citoyens de participer d'une manière ou d'une autre à la prise de décisions et à la vie de leur commune. Le budget participatif est un des moyens, raison pour laquelle cela ne peut pas être un gadget, raison aussi pour laquelle nous proposons un budget important. En Wallonie, il n'y a pas tant de communes qui mettent en discussion de tels montants.»

Créer des synergies

Selon un modèle identique à celui de Namur, Leuven a lancé une vaste consultation citoyenne avec plus de 3 000 habitants et un partage de plus de 2 300 idées, allant de pistes cyclables plus sûres à des équipements de fitness en plein air. Après cette récolte, la Ville s'est engagée à répondre à toutes les idées et a commencé à intégrer les idées des citoyens à son plan stratégique. «Il

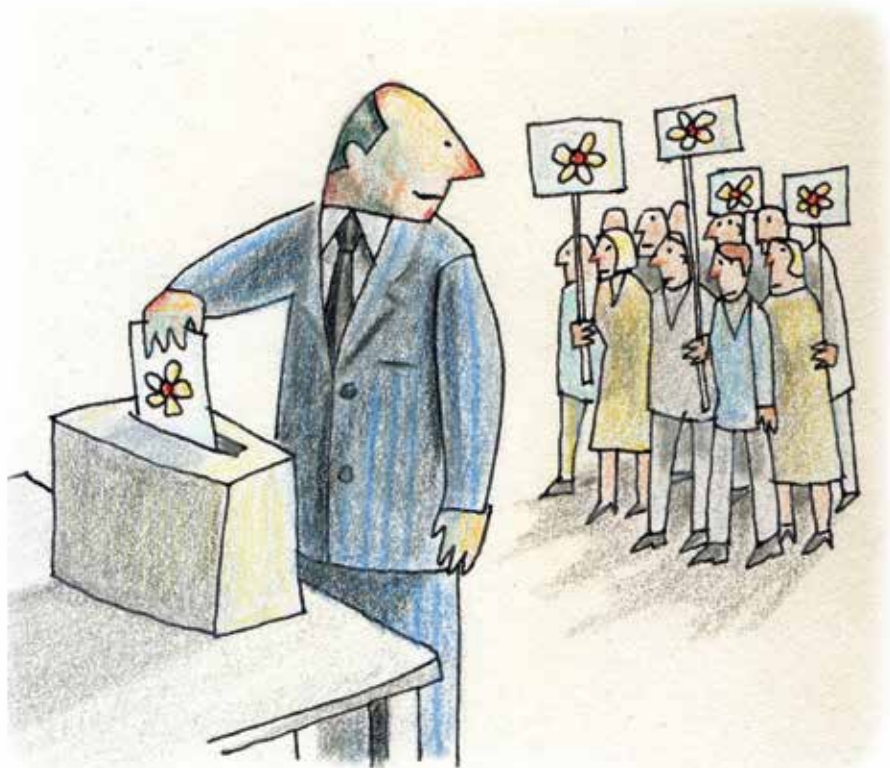
ne s'agissait pas uniquement de recevoir des propositions citoyennes, mais aussi de répondre à celles-ci, de dire au fond ce qui était possible ou pas, si c'était finançable ou pas, ou si cela entraînait ou non dans la vision de développement de la ville. On a donc fait l'exercice de répondre aux citoyens, ce qui participe là aussi à créer de belles synergies entre élus et citoyens», explique Lalynn Wadera, échevine de la Diversité (SPA). Pour l'élue, ce budget participatif s'inscrit dans une politique participative plus large à l'échelle de la ville flamande. «Nous ne voulons pas décider de tout pour la population, nous voulons décider les

choses ensemble. À côté des citoyens, il y a beaucoup de personnes qui ont une expertise dans de nombreuses matières, et ces connaissances doivent être rassemblées et valorisées. De cette manière, nous créons une ville plus chaleureuse, plus inclusive, en favorisant aussi un sentiment d'appartenance et de fierté d'être louvaniste avec des habitants qui deviennent en quelque sorte des ambassadeurs de la cité.»

Un minimum mobilisateur

Même si l'intérêt de ces budgets participatifs réside dans le processus de réflexion et de définition de priorités





mené par les citoyens – et dans certains cas avec les pouvoirs publics – pour affecter les ressources budgétaires disponibles, l'association Periferia, dont les origines se situent au Brésil, tout comme les premiers budgets participatifs, constate qu'en Belgique, ces budgets ne concernent pas des montants réellement significatifs. «Plus le montant est faible, plus on va toucher des enjeux peu significatifs», explique Fanny Thirifays, membre de l'équipe. Periferia estime qu'il y a un montant minimal de 10 euros par habitant, en dessous duquel le budget participatif n'aura plus de portée démocratique. «Il faut au moins cela pour mobiliser les citoyens à long terme et leur permettre de rentrer dans une réflexion sur leur commune, dans une appropriation de la

chose publique. Dès lors, la dynamique va s'essouffler très vite.»

Selon l'association, c'est sans doute dans un travail politique qu'il faut davantage investir – tant avec les élus et les services publics qu'avec les citoyens –, car un budget participatif ne sera possible que si tous sont persuadés de sa valeur ajoutée. Pour les citoyens, ajoute Periferia, ces pratiques permettent d'exprimer une opinion dans un espace où il y a possibilité de débat, d'être pris en compte et de prendre une place réelle dans les décisions et la vie démocratique. Pour les élus, le budget participatif est une occasion de renforcer leurs choix politiques grâce à une meilleure compréhension des besoins et un dialogue entre des intérêts divers. ♣

Construire sa ville : un droit local pour enjeux globaux

En Wallonie, on compte aujourd'hui près de 230 commissions consultatives communales d'aménagement du territoire et de mobilité (CCATM). Cela représente environ 6 000 citoyens, qui rendent des avis consultatifs à leur conseil communal sur les projets d'aménagement du territoire et de mobilité. Organe de consultation et de confrontation démocratique des idées, la CCATM est aussi le lieu où dessin et dessein du territoire s'entremêlent.

Par Karima Haoudy
Coordinatrice - Maison de l'urbanisme du Brabant wallon

«Le droit à la ville se manifeste comme forme supérieure des droits : droit à la liberté, à l'individualisation dans la socialisation, à l'habitat et à l'habiter. Le droit à l'œuvre (à l'activité participante) et le droit à l'appropriation (bien distinct du droit à la propriété) s'impliquent dans le droit à la ville»¹. Ce droit à la ville, ardemment défendu par le philosophe Henri Lefebvre, a rencontré au sein de nos paysages institutionnels, bousculés et revigorés par Mai 68, un ancrage variable. La quête d'une démocratie, résolument participative et ascendante, a permis dans le champ de l'urbanisme d'associer davantage l'habitant-citoyen à la fabrique du territoire, domaine alors réservé (encore parfois aujourd'hui) à une frange d'ac-

teurs, prétendument seuls détenteurs d'un savoir et d'un savoir-faire en la matière.

L'échelle du sens commun

À l'échelle de nos communes wallonnes, cette démocratie participative s'est traduite, dès 1962, par la mise en place des enquêtes publiques et l'émergence des commissions consultatives communales alors cantonnées aux questions d'aménagement du territoire (CCAT). L'élargissement aux enjeux de la mobilité arrivera plus tard... en 2007. Ces assemblées réunissent des citoyens volontaires, néophytes en matière de pratique urbanistique, qui s'engagent dans la cité, en débattant de l'aménagement et du «ménagement» (dans le sens de prendre soin des ressources

¹ Henri Lefebvre, *Le Droit à la ville, I, Société et urbanisme*, Anthropos, Paris, 1968.

patrimoniales et naturelles) du territoire de la commune. Des enjeux qui sont autant locaux que globaux (d'où l'échelle «glocale») et qui portent sur des préoccupations nombreuses et variées: sociales, environnementales, économiques, démographiques, patrimoniales, etc.

Un mode d'emploi très très court

Les modalités de composition, de fonctionnement et de définition des rôles et missions des CCATM sont fixées par le Code du développement territorial (CoDT), en vigueur depuis juin 2017. Que retenir en bref ? Si la CCATM est composée de citoyens volontaires habitants de la commune, elle peut aussi compter des représentants d'associations. Le nombre de membres varie en fonction de la taille démographique de la commune. Qui veut, peut, tant pour renouveler la CCATM que pour en établir une, là où elle n'existait pas encore. Tous les six ans, la CCATM est renouvelée, à l'issue des élections communales. L'appel à candidatures est public. C'est le conseil communal qui procède à la sélection des candidats en veillant à assurer une répartition et une représentation la plus équilibrée. Cet équilibre se situe à plusieurs niveaux, tant du côté de la géographie (provenance de différents lieux de la commune) que de la représentation des intérêts sociaux, économiques, patrimoniaux, environnementaux, énergétiques et de mobilité, des tranches d'âges, mais aussi de la proportion hommes-femmes. La commission comprend un quart de membres délégués par le

conseil communal. La composition et le règlement d'ordre intérieur dont se dote la CCATM doivent être approuvés par le gouvernement wallon. Pour chaque membre effectif choisi, le conseil communal détermine un ou plusieurs suppléants représentant les mêmes intérêts que le membre effectif. C'est à lui de désigner un président qui a une bonne maîtrise des enjeux en matière d'aménagement du territoire et d'urbanisme. Tout membre, en ce compris le président, ne peut exercer plus de deux mandats effectifs consécutifs. Le membre du collège communal ayant l'aménagement du territoire, l'urbanisme et la mobilité dans ses attributions et le conseiller en aménagement du territoire et en urbanisme siègent avec voix consultative. L'indépendance et la neutralité sont les balises qui guident le travail de cette assemblée.

Des interventions bien balisées

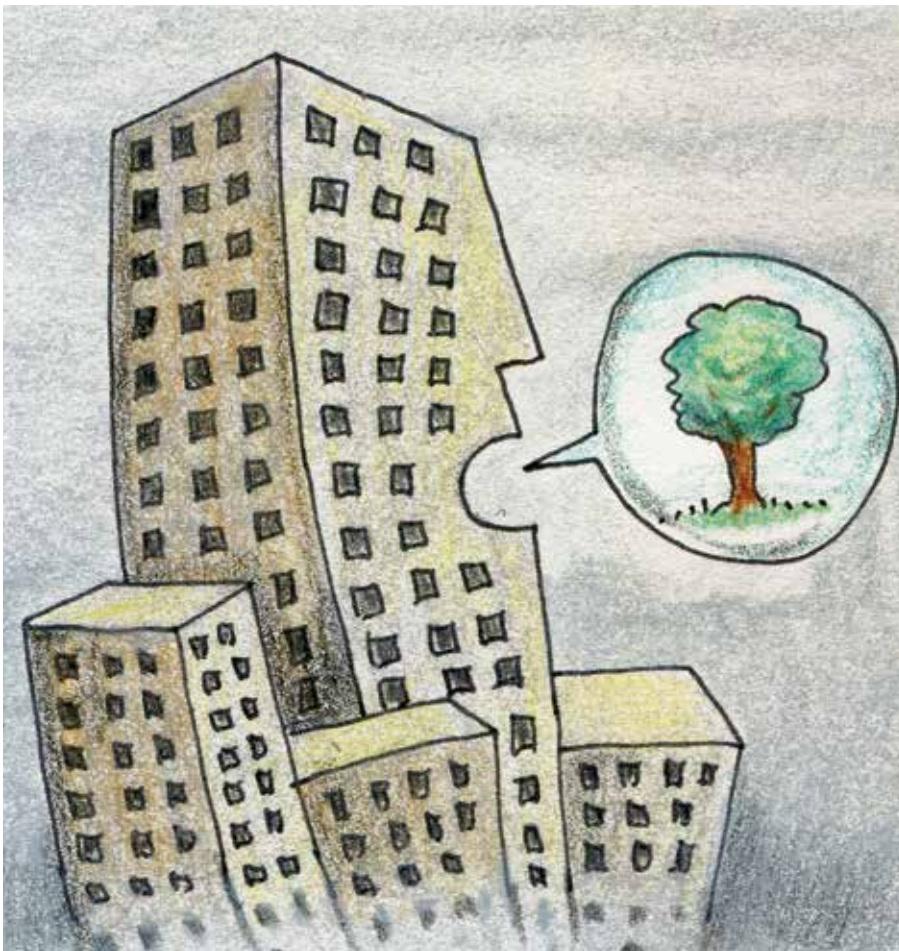
D'autres modalités de fonctionnement sont détaillées dans le CoDT. Ce qui est important à retenir, ce sont les périmètres d'intervention de la CCATM, dont l'avis est sollicité tantôt de manière obligatoire, tantôt de manière facultative. Le collège ou le conseil communal peut en outre solliciter de manière facultative sa CCATM pour toute question liée de près ou de loin au développement territorial. La consultation obligatoire est requise pour la définition d'outils stratégiques qui auront un impact déterminant sur le devenir territorial, à l'instar de l'élaboration ou de la révision des schémas de développement (pluri-communal, communal et

d'orientation local); de la révision du plan de secteur; de l'élaboration ou de la révision du guide régional (GRU) et du guide communal d'urbanisme (GCU); de l'élaboration des rapports et des études d'incidences sur l'environnement (SRPE); l'inventaire des arbres et des haies remarquables, etc. Cette liste est loin d'être exhaustive. Enfin, n'oublions pas que la CCATM peut émettre des avis d'initiative et saisir ainsi pleinement son rôle d'acteur de l'aménagement et du ménagement du territoire. Si leur champ d'intervention et d'initiative est large, les

membres doivent néanmoins s'appliquer à argumenter leurs propositions (les avis motivés). Ensuite, le collège communal tranche. Il peut se distancier de l'avis de la CCATM à condition d'argumenter cet écart. C'est donc un aller-retour qui se met en œuvre dans ce processus d'appropriation, collective, de l'aménagement du territoire.

La participation : quelques clés et verrous

S'approprier les matières urbanistiques est un apprentissage per-



La participation sans savoir est une échelle sans barreaux.

manent. L'urbanisme est un mille-feuille de disciplines, de savoir-faire, de paramètres. C'est aussi un langage et un jargon – en témoigne l'abondance d'acronymes dans ce texte – auxquels il faut s'exercer. L'appréciation d'un projet amène de fil en aiguille à un maillage de questions fondamentales sur la notion de «commun» et sur la variation d'échelles: quel équilibre assurer entre l'intérêt individuel et l'intérêt collectif? Que sera dans dix ans, dans cinquante ans, le visage de notre paysage? La notion d'échelle est fondamentale: le local, le global, le court, le long terme? Ces échelles peuvent s'imbriquer et révéler la complexité de la finalité de l'urbanisme qui se résume au bien commun. C'est tout l'enjeu des CCATM.

Dans la foulée des dernières élections communales, nous avons pu mesurer combien la participation se heurte à deux freins: la famine temporelle et l'accès au savoir (les deux sont liés). Comment se consacrer à la vie de la cité avec si peu de temps? Ce temps nécessaire pour prendre du recul, apprécier un projet, se documenter et débattre. La difficulté à recruter de nouveaux membres de CCATM pourrait s'expliquer – il faudra le recul du temps pour déterminer l'ensemble des causes – par la densité de nos emplois du temps. Des contingences

qui questionnent (l'exhortation et l'injonction) à la participation, paradoxe contemporain.

Tout aussi centrale dans le processus participatif, la formation des membres. Elle est prodiguée par une série d'acteurs comme IEW, le réseau des maisons de l'urbanisme et d'autres organismes. «La participation sans savoir est une échelle sans barreaux», affirme le philosophe Thierry Paquot. Donner au citoyen les outils pour forger son esprit critique, sa capacité d'analyse des projets et sa compréhension des rouages notamment réglementaires, constitue l'accompagnement indispensable et permanent de la participation. Ce travail qui est mené avec les CCATM et qui nous montre que l'urbanisme doit être davantage partagé. Former dès le plus jeune âge, en parler dans l'espace public, enrichir le débat autour de l'avenir de nos espaces de vie, permettront à l'aménagement du territoire de se réinventer.

Bien que le cheminement participatif qu'incarne la CCATM soit confronté à des difficultés, il révèle, dans ses nombreuses floraisons et retombées sur la chose publique, que les habitants, aussi, sont détenteurs d'une expertise: celle de l'usage qu'ils ont et font de leur lieu de vie. Voilà une ouverture vers un savoir empirique, une connaissance de terrain sur le territoire, qui a transformé et continue de transformer par ailleurs la fabrique des territoires. C'est le fameux droit à l'œuvre rivié au droit à la ville. ♦

De l'implication de la société civile en politique

La société civile que le CRISP¹ définit comme l'« auto-organisation des citoyens en dehors de l'État, du monde politique et du monde économique » est un concept qui a beaucoup évolué. Il importe dès lors d'apporter un éclairage historique pour voir quels sont les enjeux de la question actuellement débattue : une implication plus marquée au sein du monde politique est-elle opportune ?

Par Guillaume Lejeune
Animateur philo - CAL/Charleroi

La société civile, en sa conception moderne, est tantôt vue comme servant la politique tantôt vue comme la desservant. On peut à cet égard faire contraster les vues de Hegel et de Rousseau². Comme l'a bien vu Hegel, dans une société moderne, entre l'individu et l'État, il y a la famille et la société civile (*bürgerliche Gesellschaft*). Ces deux institutions intermédiaires influencent les choix du citoyen et sont comme des « médiations » qui permettent à l'individu de se déparcelliser pour s'exercer à une vision du bien commun. La société civile est alors le moyen terme qui permet à l'individu de se projeter dans l'État et l'État en écoutant celle-ci – en écoutant les « grands intérêts » de la nation – peut faire droit aux différents États dans lesquels s'inscrivent les individus. Les corporations auxquelles appartiennent ces derniers

sont ainsi ce qui permet leur incorporation au tout étatique. Il n'y a de corps politique que parce que les citoyens se reconnaissent membres d'institutions civiles. Pour Rousseau, tout autre est la vision du monde politique. Il faut un exercice transparent de la démocratie; tout ce qui s'interpose entre les individus et le monarque incarnant la « volonté générale » est perçu comme un *obstacle*. Pour Rousseau, les individus qui se rassemblent forment des factions poursuivant des intérêts partisans qui les coupent d'une vision globale.

Citoyens sous influence

En tout cas, ce que nous apprennent ces philosophes, c'est que, bon an mal an, la société influence le citoyen que nous sommes. Faut-il dès lors écouter la voix du citoyen indépendamment de

1 Centre de recherche et d'information socio-politiques.

2 Voir Georg Wilhelm Friedrich Hegel, *Principes de la philosophie du droit* (1821), Paris, PUF, 2001, et Jean-Jacques Rousseau, *Du contrat social* (1762), Paris, GF, 2011.



la société à laquelle il adhère ou à travers celle-ci ? La tension entre les deux philosophes n'est toutefois pas absolue, car, pour l'un comme pour l'autre, il faut que l'individu se reconnaisse dans le tout. Il faut concilier les valeurs de l'individu et celles du bien commun. Il faut que les individus fassent *société*. Cette exigence à la base du «contrat social» rousseauiste montre que le politique ne peut être une structure vide, il faut que l'individu puisse s'identifier au(x) représentant(s) du bien commun. On le voit, la réussite de la démocratie ressortit à une exigence. La démocratie qui est souvent sacralisée est en fait un régime fragile qui peut tout aussi bien conduire au bien commun, à la concii-

liation de l'individu et du tout, qu'à la domination d'une majorité toute-puissante au détriment d'une minorité, ce que Tocqueville visait en la taxant de «tyrannie de la majorité»³. Afin de mettre en évidence la dérive possible d'un régime où le peuple exerce le pouvoir, Aristote distinguait la république de la démocratie. Dans la première, l'on vise le bien de tous, dans la seconde, tout un chacun cherche son propre intérêt à travers l'exercice d'un pouvoir partagé. En l'absence d'une volonté générale, d'un intérêt pour la chose publique, il semble que la démocratie devienne une sorte de miroir aux alouettes où dominent tantôt la tyrannie de la majorité, tantôt la démagogie

3 Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, Paris, GF, 1981, vol. 1 (1835), pp. 348-351.

des élus, le conformisme social et la force des lobbies économiques.

Relier la sauce

D'aucuns considèrent que l'on se trouve dans ce cas de figure. La conséquence en est qu'ils ne se reconnaissent plus dans les représentants élus démocratiquement. L'émergence des mouvements citoyens – qu'il s'agisse des Indignés, des Gilets jaunes ou encore des marches pour le climat – montre bien qu'une partie significative du peuple ne trouve plus le moyen de s'exprimer à travers ses représentants traditionnels. Faut-il dès lors faire appel à la société civile afin que l'individu puisse se sentir impliqué dans les projets politiques ? La société civile pourrait alors faire office de moyen terme entre l'individu et le monde politique. La formule est tentante et a été évoquée plus d'une fois par les pouvoirs politiques de différents pays d'Europe ces derniers temps.

La société civile présente une sorte de spontanéité dans l'organisation, là où le monde politique, à grande échelle, est une structure formelle dans laquelle le citoyen s'éprouve de plus en plus étranger, symptôme que dénote l'absentéisme électoral, lequel même en Belgique, où le vote est pourtant obligatoire, est de plus en plus important.

Un souffle de sociocratie

L'implication de la société civile pourrait se faire à différents niveaux. Envisagée comme inspiration, la société civile permettrait d'insuffler quelques principes de la sociocratie dans la démocratie. L'idée de la sociocratie est

que personne ne se sente exclu d'une décision. Dans la décision par consentement, on doit amender une décision jusqu'à ce que tout le monde puisse l'accepter. Selon un autre principe de la sociocratie, l'élection sans candidats pourrait par ailleurs permettre de décider de candidats sur la base d'un jugement objectif et nous prémunirait de la démagogie des campagnes électorales. Ces principes de la sociocratie, qui ont fait leurs preuves dans la gouvernance d'écoles, d'entreprises et d'associations diverses, pourraient être transposés dans le cadre de l'organisation de la politique. La société civile serait alors un modèle d'inspiration pour la démocratie. Il reste que ce qui peut fonctionner à l'échelle d'une association risque de se révéler trop coûteux en matière de procédure à l'échelle d'une nation.

C'est pourquoi, plutôt que de s'inspirer des logiques animant la société civile, d'autres pensent qu'il faut plutôt y voir une ressource permettant de renouveler le vivier politique. Pour pallier le problème de la reconduction des mandats au sein d'une logique de parti, l'on pourrait ouvrir le monde politique à des membres issus de la société civile. Cela s'est d'ailleurs déjà fait avec des fortunes diverses – pensons à Nicolas Hulot, à Luc Ferry ou même à Donald Trump.

L'implication de la société civile dans la politique peut toutefois se jouer à un autre niveau. Elle peut avoir un rôle consultatif. Cela se fait déjà à l'occasion quand on écoute les représentants de la société civile par rapport à des enjeux qui les concernent. Mais on pourrait généraliser la pratique.



Les conditions de la médiation

S'il faut alors tenir compte du fait que la société civile peut jouer un rôle de médiation (laboratoire de pratiques, ressource humaine, organe de concertation, etc.), il ne faut pas pour autant négliger ce que Rousseau nous dit de la société, à savoir qu'elle n'est pas nécessairement vectrice de valeurs positives. Les sectes, les groupuscules d'extrême droite, les mafias sont des sociétés. Il faut alors établir des critères à relever si l'on veut élever une organisation issue de la société civile au rang de médiation possible de la sphère politique. Le nombre, la nature et la diversité des intérêts partagés par ses membres ainsi que la transparence

des relations qu'elle entretient avec le reste des groupes structurant le social – ces critères qui chez Dewey définissent le degré démocratique⁴ d'une société – sont-ils suffisants pour nous orienter dans la pratique? Comment et par qui se laisseront-ils évaluer? Enfin, en imaginant que la question des organisations admissibles à la médiation politique soit réglée, comment organiser la représentation des associations de la société civile? Ne risque-t-on pas de privilégier certains groupes au détriment des autres? En bref, si la question du «pourquoi» faire participer la société civile au monde politique nous semble en grande partie clarifiée, la question du «comment» est pour sa part loin d'être réglée. ♣

4 John Dewey, *Démocratie et éducation* (1916), Paris, Armand Colin, 2018, pp. 163-170.

Racket sur sciences

Les sciences citoyennes entendent se réapproprier la connaissance par le plus grand nombre. Mais les écueils sont nombreux, dont la mise sous clé des résultats par de grands groupes industriels à l'appétit sans bornes. Ou comment les multinationales de l'édition entravent les sciences citoyennes.

Par Frédéric Soumois
Journaliste

Compter, un jour par an, les oiseaux de son jardin, c'est apporter une pierre essentielle à une science dite participative ou citoyenne. Un geste simple, mais sans lequel les études qui jaugent la survie d'une espèce seraient quasi impossibles. Il en est de maints autres exemples, notamment ceux où la démultiplication des acteurs permet une acuité d'analyse impossible à obtenir par quelques centaines de chercheurs, même aidés de nombre de testeurs automatiques multipliés. On le sait peu : l'essentiel des grandes découvertes dans l'observation de l'espace sont le fait de simples amateurs qui regardent dans leur lunette au bon moment.

Le concept de sciences citoyennes a vu son importance exploser au début des années 1970 sous le terme *citizen science* donné par deux physiciens : Joel Primack et Frank von Hippel. Véritable phénomène de société, son origine est cependant bien plus ancienne. Le développement de la science comme profession rémunérée est un phénomène qui date de la fin du XIX^e siècle. Il y a trois siècles, presque tous les «scientifiques»

avaient une autre profession. Ainsi, Benjamin Franklin (1706-1790) était un imprimeur et un diplomate et Charles Darwin (1809-1882) n'a pas accompagné le Capitaine FitzRoy comme professionnel lors de son voyage sur le Beagle, mais en tant que compagnon de voyage non rémunéré. Bien que la science se soit professionnalisée, les citoyens scientifiques n'ont jamais vraiment disparu, particulièrement dans les sciences telles que l'archéologie, l'astronomie et l'histoire naturelle, domaines dans lesquels les compétences d'observation peuvent être plus importantes que l'équipement onéreux.

Mais c'est sans conteste la remise en question partielle ou totale de nos modèles de société occidentaux – lors des grèves ouvrières et étudiantes de mai 1968, des mouvements antinucléaires, puis de ceux de la préservation de la nature ou de lutte contre le réchauffement climatique – qui a donné son ampleur actuelle au phénomène. «Le principe de la science citoyenne repose sur une participation du public à la recherche. L'objectif est

de faire en sorte qu'en impliquant des personnes intéressées, souvent passionnées, dans des tâches collaboratives et en les impliquant dans une démarche scientifique contrôlée, on contribue à combattre les tendances populaires et populistes croissantes qui contestent la validité de la science et remettent en cause ses fondements», explique Bernard Rentier, ancien recteur de l'université de Liège et vice-président du Conseil fédéral belge de la politique scientifique.

Un accès ouvert à tous

Mais ce n'est pas le seul objectif du mécanisme. «La seconde raison qui amène à développer cette nouvelle approche est la disponibilité quasi gratuite de l'Internet, qui met la communication scientifique à la portée de tous, non seulement grâce à l'accès ouvert aux publications scientifiques, mais aussi grâce à la facilité d'interaction et de communication qu'il permet. L'essor de l'intelligence artificielle contribue également à la science citoyenne en proposant aux participants de contribuer par leurs apports à la mise au point des outils de reconnaissance et d'identification d'objets complexes tels que les plantes, animaux, corps célestes, etc.»

Cette idée n'est pourtant pas neuve: «La gratuité de l'accès aux études et des coûts qu'elles impliquent est une vieille notion restée longtemps utopique, coulée dans une convention internationale à New York en 1963 avant de retomber dans un oubli ponctué par des réveils de revendications. Le mouvement étudiant de 1968-

1969 remettra le concept à l'honneur, mais il est vrai que, comme la science ouverte, l'éducation ouverte, en tant que bien public et droit humain fondamental, demande un investissement public important et rares sont les pays qui en ont fait le sacrifice», explique, amer, l'ancien recteur.

Car la science vit souvent des noces honteuses avec le profit. Telle découverte effectuée après des années de travail par des chercheurs académiques est raflée à la limite de la légalité par une entreprise privée qui la brevète au nez et à la barbe des vrais inventeurs pour en récolter tout le miel, tandis que les chercheurs restent sans moyens pour poursuivre leur travail. Telle multinationale de la santé rachète une petite firme concurrente pour l'empêcher de mettre sur le marché un produit aussi efficace que son propre médicament mais cent fois moins cher. Telle firme brevète le vivant et les lignées cellulaires d'une sous-population humaine, la privant de la propriété de son propre corps et de ses vertus, dans une sorte de néocolonialisme hi-tech. La science n'échappe malheureusement pas aux lois du marché et du brevet; et souvent pas aux lois anglo-saxonnes qui ne reculent ni face aux profits inconsidérés ni face à l'absurdité éthique.

La double peine

Un des meilleurs exemples de ce mécanisme est le bras de fer qui oppose les partisans de cette science citoyenne et les multinationales de l'édition scientifique. «La science ouverte prend en compte l'ensemble des problématiques de la recherche et

de ses conséquences, telles que l'ouverture des données de recherche, l'ouverture et l'interopérabilité des logiciels, la transparence des évaluations, l'encouragement de la participation citoyenne et la liberté d'accès aux matières d'enseignement. C'est un énorme chantier», insiste Bernard Rentier, qui a ouvert une voie en prenant la tête de la croisade

de l'*Open Access*. Son principe est simple : ce qui est financé en partie ou en tout par les pouvoirs publics doit être accessible à tout le monde. «Il est inconcevable que les recherches scientifiques financées sur fonds publics deviennent la propriété de sociétés commerciales (comprenez : les méga-éditeurs) et ne puissent plus être diffusées que contre un second



paiement.» Il s'agit donc de faire en sorte que chaque citoyen du monde puisse avoir accès gratuitement à la connaissance scientifique qui est générée par des deniers publics.

Logique? Sans aucun doute. Mais aujourd'hui, c'est l'inverse qui se passe. L'édition scientifique, c'est un quasi-racket, dont la course au prestige et la peur de l'inconnu assurent la survie. Elle est basée sur deux modèles économiques. Dans le modèle classique, les universités et les bibliothèques s'abonnent aux éditeurs (cinq gros détiennent environ 60 % des publications, dont les plus prestigieuses) pour pouvoir lire leurs articles et en permettre l'accès à leurs chercheurs. Les chercheurs publiés ne sont pas libres de partager leurs résultats (un grand nombre de publications ne sont donc accessibles qu'à un petit nombre de lecteurs) et ne sont pas rémunérés pour leurs écrits. Dans le nouveau modèle, certes associé à un accès libre pour tous, c'est le chercheur lui-même qui paie l'éditeur pour qu'il publie son article. Du coup, les chercheurs sont payés par de l'argent public pour développer leurs recherches et rédiger leurs articles, et c'est encore l'argent public qui paie pour l'accès à ces publications. Pour tout arranger, les éditeurs multiplient leurs prix bien au-delà de l'inflation. Leur marge avoisinerait les 40 %, bien au-delà de l'indécence. À tel point que même l'impensable se produit: en juillet 2019, la prestigieuse Université de Californie a claqué la porte au nez d'Elsevier, le plus gros éditeur scientifique au monde. Son abon-

nement se montait à onze millions de dollars alors qu'elle apporte gratuitement des articles dont la valeur est estimée au triple.

La solution? Bernard Rentier a fait davantage que l'esquisser. Dans son université, l'ancien recteur a fait tourner le vent dès 2007 en créant la plateforme Orbi qui publie les articles de ses chercheurs. «L'originalité fut de leur forcer la main. Au moment d'évaluer la demande d'un chercheur, que ce soit pour une promotion, pour décrocher des fonds ou développer un projet, seules sont prises en compte ses publications qui se trouvent sur Orbi.» Les recherches se retrouvent soit en accès libre soit, lorsqu'une clause du contrat passé avec l'éditeur l'interdit, bien résumées et bien référencées, de façon à pouvoir faire l'objet d'une demande de tiré à part par qui y manifesterait de l'intérêt. «Ce n'était que l'allumette pour allumer le feu: très rapidement, les chercheurs ont pris conscience que le système leur apportait tellement d'avantages et de notoriété que les aspects positifs ont pris le dessus et ils y tiennent beaucoup. Aujourd'hui, Orbi fait partie de leurs outils de chercheurs», nuance Rentier.

D'autres universités ont suivi Liège, depuis. Un décret a même été voté en 2018 qui impose l'accès libre aux résultats de toute recherche ayant été, en tout ou partie, financée par la Fédération Wallonie-Bruxelles. Au point que dans son rapport «Making open science a reality» édité en 2015, l'OCDE célèbre le «Liège model». Texto! L'esprit frondeur de la Principauté n'est pas qu'un cliché. ♣

Au-delà de la paille et la poutre

La participation citoyenne au sein d'une commune ou d'un État régi par la démocratie représentative se heurte à différentes difficultés et objections. Elles diffèrent peu de celles qui interpellent la démocratie depuis ses origines jusqu'à son (dys)fonctionnement actuel. Il faut aller plus loin.

Par Mathieu Bietlot
Philosophe et politologue en éducation permanente

Il est assez classique d'entendre des élus saper la légitimité de l'expression citoyenne en arguant qu'elle ne représente qu'elle-même, qu'un petit groupe ou une minorité. Alors qu'eux représentent la majorité des électeurs qui leur a confié un mandat. Dans notre «société du spectacle», le score électoral mesure moins le consensus qu'incarne un candidat ou la pertinence de son projet politique que l'ampleur de ses moyens de campagne¹. Ceux-ci dépendent de la renommée et des finances de son parti, alimentées soit par un système de dotation publique, soit par des sponsors, privés ou internationaux. Dans le premier cas prévalent les années de règnes précédents, ce qui défavorise toute nouvelle formation et entraîne un certain statu quo qui se distancie des évolutions de la société et de la population. La participation citoyenne vise entre autres à réduire cet écart. Dans le second cas interviennent la géopolitique et le lobbying d'intérêts particuliers, tous deux peu soucieux des préoccupations

des électeurs. L'intervention de l'administration américaine, de l'équipe de Poutine ou d'anciennes puissances coloniales dans le financement de campagnes électorales ne relève pas d'un fantasme complotiste. Quant au mouvement français *anti-establishment* En Marche, son ascension fulgurante résulte moins de l'originalité ou de la justesse de ses propositions que des grands groupes financiers et médiatiques qui le soutiennent. Dès lors que les élus représentent non pas la ligne politique mais les intérêts de leur parti, des citoyens, volontaires ou désignés, ne seraient-ils pas un peu plus représentatifs des intérêts de la population ?

La question de la compétence

L'autre grand reproche adressé à la participation vise le manque de maîtrise des dossiers et des enjeux par les citoyennes et citoyens. C'est une vieille rengaine. Dès la formation de notre civilisation gréco-romaine, le peuple inspirait méfiance par son

¹ Cette réflexion se voulant plus globale, nous ne nous attarderons pas sur les différents systèmes de composition de la majorité (coalitions, élections en deux tours, grands électeurs...).

Le peuple a voix au chapitre. Cependant, son incompétence, son impulsivité ou sa courte vue sont toujours méprisées.

nombre et critique par son incompétence. Prenons le cas emblématique de Platon qui définit l'art de gouverner comme une science et en déduit que «jamais un grand nombre d'hommes, quels qu'ils soient, n'acquerront une telle science et ne deviendront capables d'administrer un État avec intelligence». C'est le savant que Platon élit à la fonction politique, enjoignant du reste chacun à s'occuper de ce qu'il connaît. Tout comme il paraîtrait bien étrange «d'accorder aux ignorants et aux artisans le droit de donner leur avis sur la navigation et sur les maladies, et de décider comment il faut appliquer aux malades les remèdes et les instruments médicaux», ce n'est pas aux médecins, aux commerçants ou aux navigateurs de donner leur avis ou de décider en matière de politique. Ne pourrions-nous pas à présent retourner l'argument en disant que c'est aux médecins de prendre les décisions adéquates face au Covid-19 ? Que les politiques gagneraient à leur tendre davantage l'oreille qu'aux commerçants et aux navigateurs. Notons alors que ce qui distingue le roi-philosophe platonicien des technocrates actuels, c'est qu'il est désintéressé et possède à la fois la science de gouverner et la vertu de dispenser «comme

il faut la justice et l'équité à tous ses sujets»².

Depuis, la démocratie a gagné ses lettres de noblesse, le peuple a voix au chapitre. Cependant, son incompétence, son impulsivité ou sa courte vue sont toujours méprisées. Certes, ces traits peuvent lui être attribués, et nous déplorons également les décisions prises dans la précipitation ou l'ignorance, sous le coup de l'émotion ou de l'égoïsme. Ici aussi demandons-nous si ces tares n'affectent pas une part croissante des mandataires politiques. Sans leur parti, leurs bureaux d'études et leurs consignes de vote, quelle est la compétence des élus votant d'un dossier à l'autre, souvent sans l'avoir lu intégralement ?

La question de l'injonction

Vient ensuite le paradoxe d'une participation à la participation dès lors que tout le monde n'y participe pas. Si c'est sur une base volontaire, ne s'impliquera qu'une certaine partie de la population, en général déjà engagée dans la vie de la cité ou ayant des intérêts identifiés à défendre. On pourrait craindre que ne s'expriment que des positions extrémistes. Si c'est par désignation, par tirage au sort ou élection sans candidat, il y a risque d'insouciance, de désinvestissement voire de sabotage pouvant mener à des décisions inadaptées et peu démocratiques. Plus loin, des citoyens contraints de participer contre leur gré pourraient alimenter la tendance populiste au rejet des institu-

² Platon, *Le Politique*, traduit du grec par E. Chambry, Paris, Garnier-Flammarion, 1969, pp. 232-233 et p. 238.

tions et de la démocratie. L'élection sans candidat pouvant, quant à elle, favoriser les notables ou starlettes locales indépendamment de leur maîtrise des enjeux et de leur souci du bien commun.

Une fois de plus, les candidats qui se présentent aux élections peuvent faire les frais de la même critique que les participants volontaires. Les candidats d'ouverture risquent d'être sollicités pour les mêmes raisons que les citoyens désignés par élection sans candidat. Et les effets pervers attribués au tirage au sort ne sont-ils pas ceux que d'aucuns reprochent au vote obligatoire ?

Nous pourrions encore brandir la question de l'alibi de la participation, de son instrumentalisation pour entretenir l'illusion démocratique ou contenir l'expression citoyenne. Et répondre la même chose.

La question n'est pas là

Nous voyons que les limites et écueils de la démocratie participative n'épargnent pas la démocratie représentative. Vu leur poids respectif dans le système actuel, il y a donc plus à craindre pour la démocratie et le bien commun du côté des mandataires politiques que



Il s'agit de concevoir la démocratie participative comme une occasion de se préoccuper du devenir commun, de sortir de l'individualisme et de l'apolitisme.

3 Alexis de Tocqueville, *Le Despotisme démocratique*, Paris, L'Herne, 2009, 99 p. Il s'agit d'une édition à part de la quatrième partie de son volumineux ouvrage de référence : *De la démocratie en Amérique* (1835 et 1940).

4 Parmi tant d'autres toujours plus actuelles, c'est une des motivations de la réduction radicale et collective du temps d'emploi avec revenu équivalent.

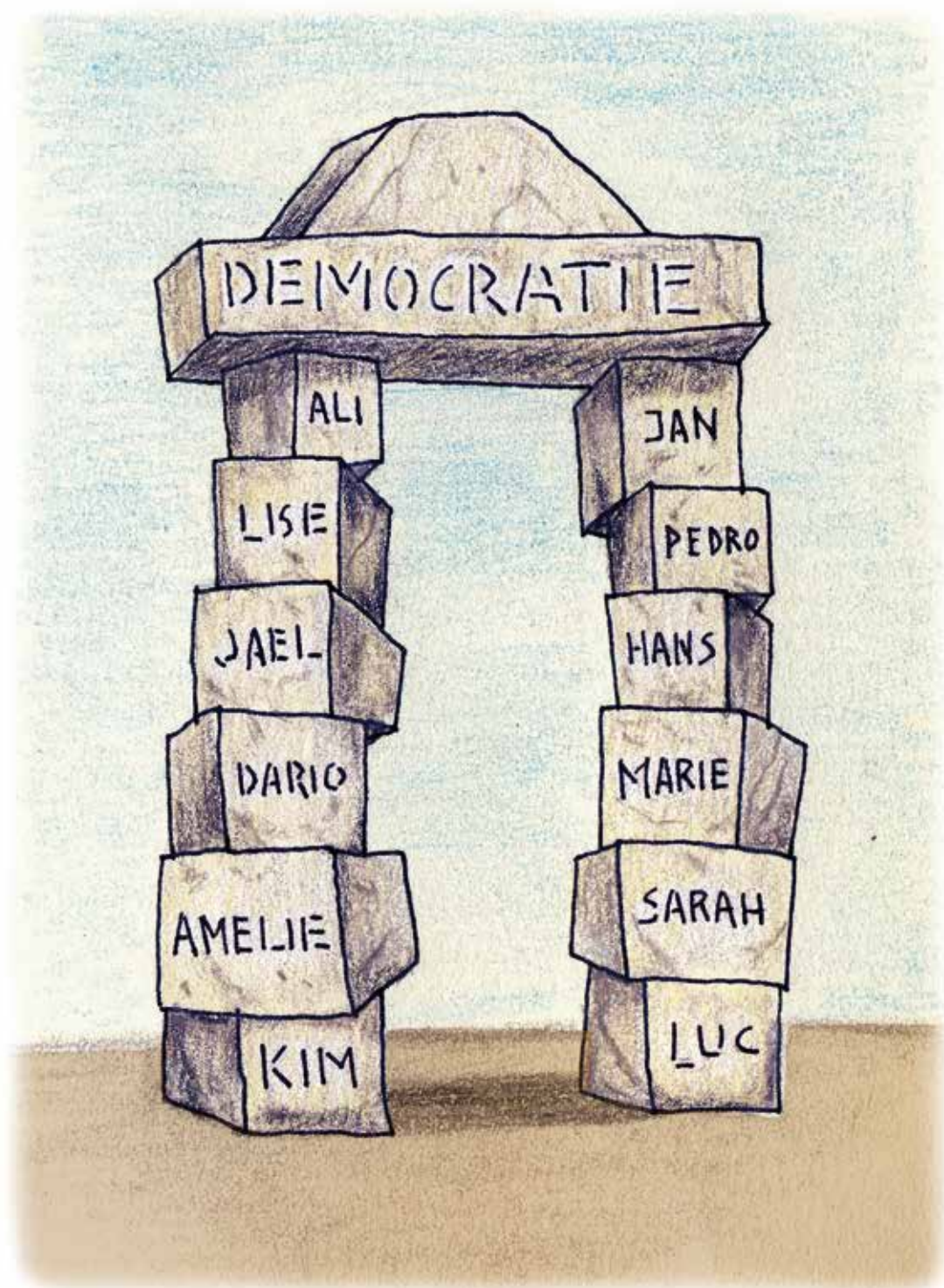
5 Actrices et acteurs des temps présents, *Pays dans un pays. Un manifeste*, Bruxelles, éditions Actes, 2018.

des conseils citoyens. Un meilleur équilibre des deux pourrait modérer les dérives de la démocratie. Mais il ne faudrait pas faire de la démocratie directe et du tirage au sort le parangon de la démocratie et la finalité de toute mobilisation politique, comme y invitent les prêches approximatifs et tendancieux du populiste Étienne Chouard.

Il s'agit de concevoir la démocratie participative non comme une alternative à la démocratie représentative, et pas obligatoirement comme un complément à celle-ci, mais comme une occasion de s'approprier la démocratie, de lui redonner vie et sens, de se préoccuper du devenir commun, de sortir de l'individualisme et de l'apolitisme. Nonobstant leur imperfection et sans prétention déplacée, les pratiques participatives peuvent contribuer à endiguer le «despotisme démocratique» que redoutait déjà Tocqueville. Il pointait moins la tyrannie de la majorité qu'une démocratie lisse et acquise entraînant l'apathie politique des citoyens, cette léthargie conformiste ou désabusée laissant le champ libre au pouvoir étatique et administratif qui finit par former une «nation dans la nation»³.

Dans cette optique, on ne cherchera pas à représenter le peuple mais à prendre en compte la complexité des enjeux et des attentes en présence, en évitant les dispositifs de participation simplistes. On compensera le manque de compétence par de l'implication et l'autoformation collective. On donnera à la participation les moyens d'être à l'écoute des préoccupations des concitoyens, en particulier celles et ceux qui ont peu la capacité ou l'habitude de se faire entendre. Qu'on soit élu ou participant, la difficulté politique, c'est toujours de penser avec les autres – y compris les absents –, de décider pour tous. Les processus participatifs pertinents apprennent principalement à penser ensemble, que ce soit par des méthodes délibératives ou des pratiques plus créatives. Ces dernières devraient veiller à ce que, progressivement et sans commandement, la participation soit accessible à tout le monde sans passer pour une corvée. Cela demande quelques moyens et du temps⁴.

À tous ces titres, la participation vaut autant quand elle est instituée par les pouvoirs publics que lorsqu'elle passe par des collectifs autonomes ou des associations, des manifestations publiques ou la reprise en main du commun, de la solidarité et des besoins de base comme y invite le manifeste *Pays dans un pays*⁵. Elle peut même s'y avérer plus conséquente, instituant de nouvelles politiques. ✿



Série Décolonisation du regard

Histoire de rattrapage

En Fédération Wallonie-Bruxelles, non seulement l'histoire coloniale ne fait toujours pas partie du programme obligatoire, mais en plus elle demeure incomplète et partisane. Pourtant, les secteurs associatif et académique sont catégoriques : tous les élèves doivent savoir ce qui s'est réellement passé au Congo belge.

Par Cyril Wintjens
Journaliste stagiaire

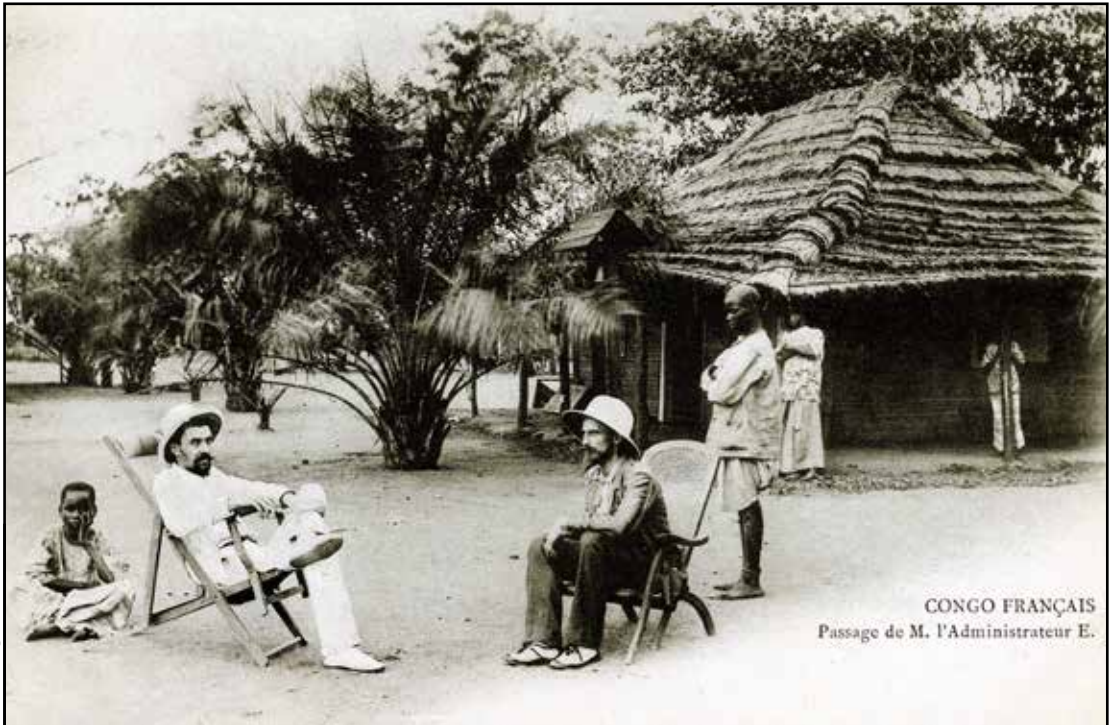
Un rapport de l'APED (Appel pour une école démocratique) réalisé sur 3 000 élèves de tous types d'enseignement en Belgique démontrait, en 2008, qu'au sortir des secondaires, un élève sur quatre ne savait pas que la Belgique avait colonisé le Congo. Le constat effarant établi par l'APED l'est encore plus dans l'enseignement professionnel où c'est un.e élève sur deux qui n'avait jamais entendu parler du Congo belge. Une étude sur le même sujet, mais de moindre envergure, a été menée en 2017 auprès d'élèves en première année de bachelier à l'université, et les résultats sont similaires bien qu'un tiers des étudiant.e.s confessaient vouloir en apprendre plus sur l'histoire coloniale, qu'ils et elles considéraient comme étant en partie la leur. Et ce désir de se réapproprier l'histoire n'est pas un sentiment uniquement partagé par les Afro-descendants.

En février 2019, les experts de l'ONU invitaient la Belgique à « briser le mur du silence » et à présenter ses excuses pour son passé colonial. Le rapport établi liait

de près la figure de Léopold II au « racisme endémique » de la société belge. Plusieurs faits de ce type dont les médias se font écho, comme les chants racistes scandés par des jeunes au Pukkelpop (« Coupons-leur la main, le Congo est à nous »), les reportages inquiétants réalisés par la VRT sur Schild & Vrienden, les récriminations à l'égard de Cécile Djunga lorsqu'elle présentait la météo, les polémiques annuelles autour des personnages du Père Fouettard et du Sauvage de Ath, démontrent bien les conséquences de l'ignorance.

En matière d'enseignement, le référentiel de 1999 a été actualisé en 2014

La colonisation est un système de prédation et de domination systémiques et la Belgique s'est rendue responsable d'une telle organisation au Congo.



CONGO FRANÇAIS
Passage de M. l'Administrateur E.

En matière d'enseignement, le référentiel de 1999 a été actualisé en 2014 d'abord, puis en 2017 par le Pacte pour un enseignement d'excellence.

d'abord, puis en 2017 par le Pacte pour un enseignement d'excellence, afin de mieux correspondre aux attentes sociétales actuelles. En septembre dernier, dans sa déclaration de politique communautaire, la Fédération Wallonie-Bruxelles s'est engagée à, «après concertation avec les acteurs, mener à son terme, dans l'ensemble de l'enseignement secondaire, la réforme de l'enseignement de l'histoire coloniale belge en Afrique, plus particulièrement au Congo, au Rwanda et au Burundi, en adaptant le référentiel global».

Une histoire arrangée

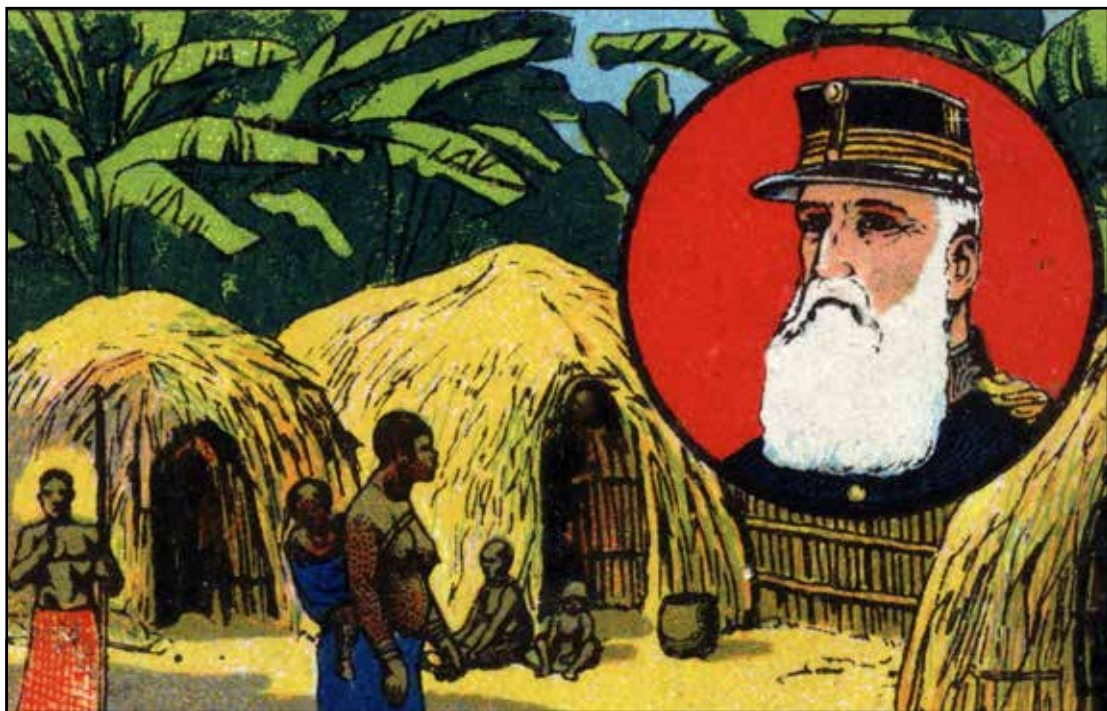
Enseigner ce pan de l'histoire aux élèves, oui, mais comment procéder alors que cette histoire même fait

débat ? Elle oppose jusqu'aux historien.ne.s qui ne parviennent pas à se mettre d'accord sur les faits. Un consensus, toutefois : la colonisation est un système de prédation et de domination systémiques et la Belgique s'est rendue responsable d'une telle organisation au Congo, au Burundi et au Rwanda. Mais trop rarement, voire jamais, les cours d'histoire, quand ils abordent cette période, font état de la vigueur avec laquelle les colonisés se sont révoltés durant les longues années de domination belge. Le processus colonial est encore, souvent, associé à l'idée d'une tranquille acceptation des colonisés, alors que les luttes, les grèves et les manifestations ont été nombreuses. Et réprimées dans

le sang par les autorités belges qui avaient à cœur de mettre au travail cette main-d'œuvre gratuite. Cependant, comme s'en défendait Charles Buls, bourgmestre de Bruxelles et grand défenseur de Léopold II: «L'État ne peut être rendu responsable de crimes qui se commettent à l'abri d'impénétrables forêts.»¹ Cette vision digne de la politique de l'autruche semble avoir traversé les siècles pour imprégner les discours de nos politiques, à l'image de Marie-Christine Schyns, en 2017, alors ministre de l'Enseignement, qui ne voyait aucune sorte de complaisance dans la façon dont les manuels belges d'histoire dépeignent la colonisation. Cathe-

rine Moureaux, députée bruxelloise PS avait alors tenu à interpellier la ministre: «Il ressort du programme tel que rédigé actuellement une impression de paternalisme désagréable. [...] À aucun moment, le mot "crime" n'est cité explicitement. On parle d'"exactions". Pour moi, les nombreuses mains coupées durant l'époque coloniale ne sont pas simplement des exactions. Ce mot a le mérite d'exister, mais il donne un peu l'impression qu'il s'agit d'un effet secondaire. L'enseignement de l'histoire du colonialisme belge et de ses crimes n'est pas encore acquis aujourd'hui. Le sujet et la question sont encore malheureusement problématiques.»

¹ Charles Buls, *Croquis congolais*, Georges Balat, Bruxelles, 1899, p. 6-7.



Les cours dispensés dans le secondaire proposent encore aujourd'hui une relecture de l'histoire sous l'angle du «sauveur blanc» qui a tout de même apporté la civilisation.

Une histoire partisane

Autre élément essentiel : faire la balance des apports et des méfaits de la colonisation relève d'une forme de malhonnêteté. Les cours dispensés dans le secondaire proposent encore aujourd'hui une relecture de l'histoire sous l'angle du «sauveur blanc» qui a tout de même apporté la civilisation (hôpitaux, chemins de fer, écoles) et lutté contre l'esclavagisme arabe pour libérer le peuple congolais. Pour preuve, cet extrait du référentiel : «À partir de différentes analyses d'historiens, les élèves organisent une synthèse faisant le bilan coût-profit de la colonisation pour les colonisateurs et pour les colonisés.» En quoi asservir un peuple durant presque cent ans participe-t-il de sa libération ? Bien que théoriquement aboli sous le Congo belge, le travail forcé a perduré jusqu'à l'indépendance pour les Congolais.es, enfants compris. Il faut rappeler aussi que ces fameuses infrastructures ont été construites grâce au travail forcé des Burundais.e.s et des Rwandais.e.s dont des milliers périrent lors de la construction du chemin de fer reliant Matadi au Stanley Pool.

Certains Belges sont allés au Congo sans aucune mauvaise intention, certes. Néanmoins, leurs actes se sont inscrits dans un processus plus large de domination. Le principe même de la colonisation était d'établir la supériorité des Blanc.he.s sur les Noir.e.s, faisant croire à ces derniers qu'ils avaient besoin de l'aide des Européens pour se développer.

Inciter les jeunes à poser un regard franc sur les erreurs du passé permettrait au moins de sortir des logiques coloniales qui n'ont jamais cessé de sévir.

Du racisme et du paternalisme purs, subtilement camouflés dans des valeurs chrétiennes.

Autant de raisons pour que l'intention affichée dans la Déclaration de politique communautaire du gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles soit concrétisée au plus vite. Un nouveau référentiel global permettant de traiter sérieusement plutôt que distraitemment l'histoire coloniale belge est une nécessité. Il s'agit de contribuer à mettre un terme à une souffrance en tirant, sans hypocrisie, les leçons de l'histoire. Et sans doute aussi éveiller les élèves quant au fait que les logiques de domination à la base du colonialisme demeurent, bien que sous d'autres formes, des explications utiles de rapports de force qui traversent notre monde aujourd'hui. ♣

Quand la justice « prédictive » entre dans la cour

Actuellement, la justice belge fait face à une crise de confiance de la part des citoyen.ne.s et fait l'objet de critiques nombreuses et répétées quant à son arriéré, son coût ou encore son manque d'efficacité et d'accessibilité. Avec l'émergence de l'intelligence artificielle, les outils d'analyse mathématique se développent dans le milieu juridique. Palliatifs, les algorithmes ?

Par Justine Bolssens
Déléguée « Étude & Stratégie » - CAL/COM

Déjà en 1963, Reed Lawlor, un avocat américain, s'était lancé dans une étude de traitement informatique visant à anticiper la recevabilité d'une affaire. À l'heure actuelle, de nombreux pays utilisent des outils technologiques au service du droit, les *legaltechs*. Ainsi, aux États-Unis, les juges utilisent le logiciel *Correctional Offender Management Profiling for Alternative Sanctions* (COMPAS) qui rassemble un grand nombre de données (décisions antérieures, cas de récidive, etc.) et permet de comparer les situations les plus ressemblantes au cas de l'individu auteur ou suspect de délit ou de crime.

Plus près de chez nous, en France, de nombreuses *legaltechs*, comme *Predictice* et *Case Law Analytics*, proposent d'anticiper l'issue des litiges, le mon-

tant d'éventuelles indemnités et d'obtenir les arguments les plus souvent utilisés devant les cours et tribunaux. Les cours d'appel de Rennes et Douai ont expérimenté des algorithmes d'aide à la décision au service du juge. Cependant, dans un communiqué d'octobre 2017, le ministère de la Justice a déclaré que cet outil n'était actuellement pas satisfaisant.

La justice belge n'est pas en reste. Le barreau de Mons a testé des logiciels permettant de compiler les différentes sources juridiques (législation, jurisprudence et doctrine) et d'assister le travail de l'avocat en le déchargeant d'une série de tâches. Ces exemples, certes limités, démontrent la présence d'une utilisation de l'outil algorithmique et le besoin pressant d'une réflexion sur le sujet.

Prédire la justice

Ces différents exemples démontrent que la récente rencontre des progrès en IA, de l'*open data* et du foisonnement des *legaltechs*, ouvre les portes d'une nouvelle justice dite «prédictive». Il s'agit là, selon Sébastien Platon, professeur de droit public à l'université de Bordeaux, de «prédire une décision de justice par l'analyse automatisée de la jurisprudence via les nouvelles technologies». Cette justice utilise des algorithmes dits «prédictifs» ou d'aide à la décision, basés sur des logiciels de *machine learning* supervisés, permettant d'«analyser en un temps record une masse énorme de jurisprudence

pour anticiper le résultat d'un contentieux ou, à tout le moins, ses chances de succès ou d'échec; choisir les arguments les plus pertinents; ou évaluer le montant d'éventuelles indemnités, etc.»¹.

Si ces algorithmes sont peu appliqués actuellement, il semble intéressant d'anticiper leur arrivée car ils produisent des résultats susceptibles d'influencer le juge dans sa prise de décision. Il serait absurde de les rejeter en bloc, mais il est nécessaire d'adopter une approche critique par rapport à leur introduction dans le mode judiciaire belge et ainsi peut-être éviter la situation dans laquelle «s'affirme insi-

1 Valérie de Senneville, «Quand les algorithmes entrent dans les prétoires», dans *Les Échos*, 22 mars 2017.



© Frank Perry/AFP

Si les «algorithmes prédictifs» sont peu appliqués actuellement en Belgique, il importe d'anticiper leur arrivée, car ils produisent des résultats susceptibles d'influencer le juge dans sa prise de décision.

dieusement et progressivement une dictature des algorithmes», comme le rapporte Boris Barraud².

L'outil plus neutre que le juge ?

L'existence même des algorithmes remet en question la possibilité de revendiquer leur neutralité absolue «alors qu'ils sont généralement conçus pour choisir, trier, filtrer ou ordonner les informations selon certains principes»³. Comme le précise l'ancienne magistrate Hélène Cazaux-Charles, la récolte des faits «aussi objectifs soient-ils» ne peut exclure des parts d'interprétation et de subjectivité en raison de l'intervention humaine.

Dans son étude sur le pouvoir régalién et les algorithmes, Pierre Guey-dier souligne que ces derniers «font émerger une certaine réalité, un certain consensus mais [qu'ils] ont une certaine fragilité». En effet, ces nouvelles technologies sont «porteuses de prérequis, de valeurs et, pour tout dire, d'un projet de société, parfois inconsciemment inscrit dans leur code par leurs concepteurs». Concepteurs qui, rappelons-le, sont très souvent des entreprises privées dont les intérêts sont, en toute logique, principalement économiques.

Ainsi, plusieurs auteur.e.s rapportent des biais car des discriminations, des processus d'exclusion peuvent se produire à tous les niveaux de construction de ces outils (le choix et la définition des données recherchées, les catégorisations employées

pour différencier ou au contraire amalgamer...)⁴. Antoinette Rouvroy, chercheuse à l'UNamur, insiste particulièrement sur le manque de transparence ainsi que sur le risque de confondre corrélation avec causalité et de conduire dès lors à des interprétations erronées des algorithmes.

Aux États-Unis, le logiciel COMPAS, sans se baser sur des critères tels que la couleur de peau, utilise des décisions qui semblent, elles, présenter des biais ethniques. De plus, il repose sur l'idée que le fait de commettre un délit vous donne plus de chance d'en commettre un dans le futur. Nous sommes donc bien là face à «une forme de déterminisme social» qui se verra amplifiée par les algorithmes.

Il paraît donc difficile d'éliminer totalement les biais, mais serait-il possible d'en diminuer leurs impacts ? Une piste est mise en avant, celle d'une réelle transparence de la constitution et du fonctionnement de l'algorithme qui permettrait entre autres aux utilisateurs et aux juges, par exemple, de comprendre les priorités qui président les décisions rendues par les algorithmes et ainsi de pouvoir les nuancer.

Les juges en question

Il est aussi essentiel de s'interroger sur l'utilisation qui est faite de l'outil algorithmique. Prenons ici l'exemple des juges. Leur rôle n'a cessé d'évoluer et diffère en fonction des systèmes juridiques dans lesquels on se situe. Cependant, une caractéristique semble commune et

2 Boris Barraud, «Le coup de data permanent : la loi des algorithmes», dans *Revue des droits et libertés fondamentaux*, 2017.

3 Dominique Cardon, «Le pouvoir des algorithmes», dans *Pouvoirs*, vol. 164, 2018.

4 Olivier Rey, *Quand le monde s'est fait nombre*, Paris, Stock, 2016.

Quantifier, c'est aussi prendre le risque d'une allégeance des juges au pouvoir des chiffres, au détriment de l'écoute des justiciables.

peu variable dans le temps : la neutralité des juges, entendu par là, leur indépendance et leur impartialité. Qu'en est-il de ces valeurs fondamentales lorsque les algorithmes d'aide à la décision font leur entrée dans l'office du ou de la juge ?

Autre question centrale, qu'est-ce qu'un jugement de qualité ? Depuis quelques années, une vision managériale du droit émerge, mettant en avant une certaine efficience qui peut être définie comme « la rentabilité optimale des moyens investis » sans réellement se soucier du contenu. Cette vision du droit semble, comme le précise Benoît Frydman, professeur à l'ULB, s'imposer comme « un mode de normativité et de gouvernement des hommes. Certains estiment que quantifier permet d'évaluer et donc d'améliorer par la suite. Mais quantifier, c'est aussi prendre le risque d'une allégeance des juges au pouvoir des chiffres, au détriment de l'art de l'interprétation, de l'écoute des justiciables.

Ne pas négliger l'humanité

Les algorithmes et leur exploitation du *big data* permettent d'accéder à une perception plus complète de

la jurisprudence et donc aident les juges à mettre en œuvre le principe fondamental de la sécurité juridique. Toutefois, comme le précise Hélène Cazaux-Charles, une mise en cohérence excessive tendant vers une « normalisation de la décision judiciaire par alignement sur une décision médiane » pourrait mener à des situations portant atteinte à « la liberté d'interpréter au cas par cas ». De plus, la non-transparence des algorithmes place les juges dans l'impossibilité de saisir la singularité des cas, les poussant ainsi à un mimétisme voire à un psittacisme⁵.

Un dernier risque doit être évoqué : l'effet moutonnier. Un.e juge, face à un logiciel lui affirmant que 95 % de ses collègues ont pris telle décision, résistera difficilement à la surdetermination. Cet effet risque également de renforcer un côté conservateur du droit alors que le domaine est en constante évolution.

Sans remettre en question la logique mathématique des algorithmes, il reste indispensable de les considérer comme des outils faillibles. Ils apportent des probabilités et non des vérités, et doivent rester critiquables en ce qui concerne leur validité. Enfin, l'utilisation de l'outil est elle-même difficilement neutre. S'il faut reconnaître que la justice « prédictive » promet des évolutions positives, les algorithmes ne doivent pas cacher les risques encourus pour l'office du juge et le respect des principes fondamentaux. 🌱

5 Répétition mécanique sans compréhension du sens, NDLR.

La lutte et le territoire

Dans son « Petit manuel pour une géographie de combat », Renaud Duterme pointe non pas, à proprement parler, un impensé des analyses du système capitaliste, mais un élément largement passé sous silence : sa logique spatiale, sa connexion intrinsèque avec une vision prédatrice de l'espace. Un point de vue original.

Par Véronique Bergen
Écrivaine

Interrogeant les phénomènes spatiaux à l'œuvre dans le capitalisme (conquête, colonisation, expropriation des populations autochtones, expansion illimitée...), le jeune professeur de géographie diplômé de l'ULB nous livre des outils réflexifs et, partant, des instruments de combat. Ce qui implique de revitaliser la science des territoires, à savoir de rompre avec sa tendance descriptive afin d'inventer une géographie combative, populaire, au sens où Howard Zinn parle d'histoire populaire.

Comment expliquez-vous que la logique spatiale du capitalisme, sa nature « spatiophage », ait été et est toujours souvent négligée dans les innombrables études qui lui sont consacrées ? Les approches historiques, politiques et économiques ont-elles occulté, laissé en rade l'angle géographique ? Si oui, pourquoi ?

La géographie est clairement le parent pauvre de l'analyse du capitalisme, bien qu'elle figure en filigrane dans l'analyse de nombreux travaux, non seulement chez Karl Marx, mais éga-

lement chez Adam Smith ou Karl Polanyi. Cette désaffection pour la géographie en tant que telle tient à mon avis principalement à deux éléments. Le premier est la mauvaise réputation de la géopolitique en raison de l'instrumentalisation de cette dernière par la puissance nazie. De ce fait, et en particulier dans le monde francophone, nous avons assisté après la Seconde Guerre mondiale à un désintérêt relatif pour les sciences géographiques au détriment d'autres disciplines, à commencer par l'histoire. Les choses ont timidement évolué à partir des années 1970, notamment à la suite des travaux d'Yves Lacoste. Le deuxième élément, qui découle du premier, est le rejet par de nombreux mouvements marxistes dogmatiques de cette géopolitique, souvent associée à l'impérialisme et au fascisme pour les mêmes raisons que celles évoquées précédemment. Ce qui est d'autant plus regrettable, car plusieurs figures de la gauche libertaire du XIX^e siècle furent pourtant des géographes (pensons à Pierre Kropotkine et bien sûr à Élisée Reclus). Le résultat fut une prépondérance – en particulier dans les milieux

scolaires et académiques – d’une géographie technicienne occultant les rapports de force et de domination. À noter qu’au sein du monde anglo-saxon émergera bien plus tôt une géographie nettement plus radicale, principalement incarnée par des figures étasuniennes, à commencer par David Harvey à partir des années 1970.

Quels sont, d’une part, les invariants de la conception spatiale du capitalisme depuis ses commencements et, d’autre part, les nouvelles mesures qu’il déploie à l’heure de sa mondialisation ?

Le capitalisme a toujours été un système intrinsèquement contradictoire. Or, parmi ces contradictions, l’une qui est toujours fondamentale à l’heure actuelle est sa nécessité de faire face à

sa tendance inhérente à la surproduction, et donc de trouver des débouchés pour ses marchandises et ses capitaux. Or, dès ses débuts, on constate que l’expansion spatiale a précisément eu pour but de lui fournir ces débouchés (en particulier à travers l’expropriation, le colonialisme, l’urbanisation ou le « développement » des pays du Sud). Bien évidemment, la singularité de notre époque est que cette logique capitaliste s’est étendue à l’ensemble de la planète, ce qui rend plus difficile la conquête de nouveaux espaces. De ce fait, les rivalités des puissances capitalistes risquent bien de se faire de plus en plus aiguës, ce qui peut se traduire tout aussi bien par des tensions économiques et commerciales que par des conflits armés. En outre, le capitalisme a toujours eu besoin d’externaliser



© Kit design/Science Phot Library/AFP

Le capitalisme est sans aucun doute l’un des principaux facteurs des déséquilibres écologiques que connaît notre planète.



L'externalisation des coûts écologiques, liés aux processus de production, aboutit à une accumulation de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, à l'épuisement des sols, à l'extraction de ressources d'autres pays.

les coûts écologiques liés à ses processus de production. Depuis ses débuts, cette externalisation s'est faite également dans le temps. Pensons à l'accumulation de gaz à effet de serre dans l'atmosphère ou à l'épuisement des sols lié à l'agriculture intensive et, dans l'espace, à l'extraction de ressources dans d'autres pays, aux transferts d'activités polluantes, aux conquêtes de nouveaux écosystèmes. Or, ici encore, la finitude de la planète rend de plus en plus difficile cette invisibilité des coûts écologiques inhérents à la production de masse. C'est donc la légitimité du système qui peut s'en trouver menacée.

Vous analysez le moteur expansionniste du capitalisme et son besoin de conquête qui ont mené à son extension généralisée. Vous alertez sur le point de non-retour atteint de nos

jours : alors que le système a besoin de constamment élargir ses cercles pour générer du profit, pour sortir de ses crises structurelles, il est devenu à ce point hégémonique qu'il n'a plus de dehors, d'espace géographique à conquérir. Que risque-t-il de mettre en œuvre afin de sauvegarder sa religion du profit pour une petite minorité et afin de trouver un dérivatif à ses contradictions dont on voit plus que jamais la teneur explosive ?

Tout d'abord, il faut souligner que la mobilité des marchandises, des capitaux et, dans une moindre mesure, des personnes à l'échelle mondiale permet déjà aux classes dirigeantes et « possédantes » d'employer de nouveaux mécanismes pour accroître leurs profits et discipliner les revendications salariales. Citons notamment

la mise en concurrence des travailleurs du monde entier ou le chantage à l'investissement exercé sur les instances nationales afin qu'elles soumettent leur population aux exigences des «marchés» (flexibilisation des salaires, coupes budgétaires, diminution des impôts pour les entreprises et les plus riches, privatisations). Mais, comme vous le signalez, la situation évoquée précédemment est inédite, ce qui peut d'ailleurs laisser penser que le système s'effondrera de lui-même. C'est peut-être vrai à long terme, mais sur du court et du moyen terme, l'une des forces du capitalisme est sa capacité à profiter des chocs pour étendre sa logique de marché sur tout ce qui lui échappe encore. De ce fait, la tragique ironie est que l'instabilité et l'insécurité générées par ses contradictions vont permettre aux classes possédantes de faire passer des mesures impopulaires que les populations n'accepteraient pas en temps normal. C'est d'autant plus vrai que les catastrophes (naturelles ou humaines) fournissent déjà de nouvelles niches pour des capitaux à la recherche de rentabilité. Pensons aux produits financiers spéculant sur ces événements ou aux grandes firmes liées de près ou de loin à la sécurité qui ont de beaux jours devant elles. En définitive, sans mobilisation contre la mainmise de l'économie sur l'ensemble de la société, ces acteurs qui sont les plus responsables du désastre seront pour une grande part ceux qui en profiteront encore davantage.

Plutôt que de définir cette ère comme anthropocène, parleriez-vous de «capitalocène» ? Quelles

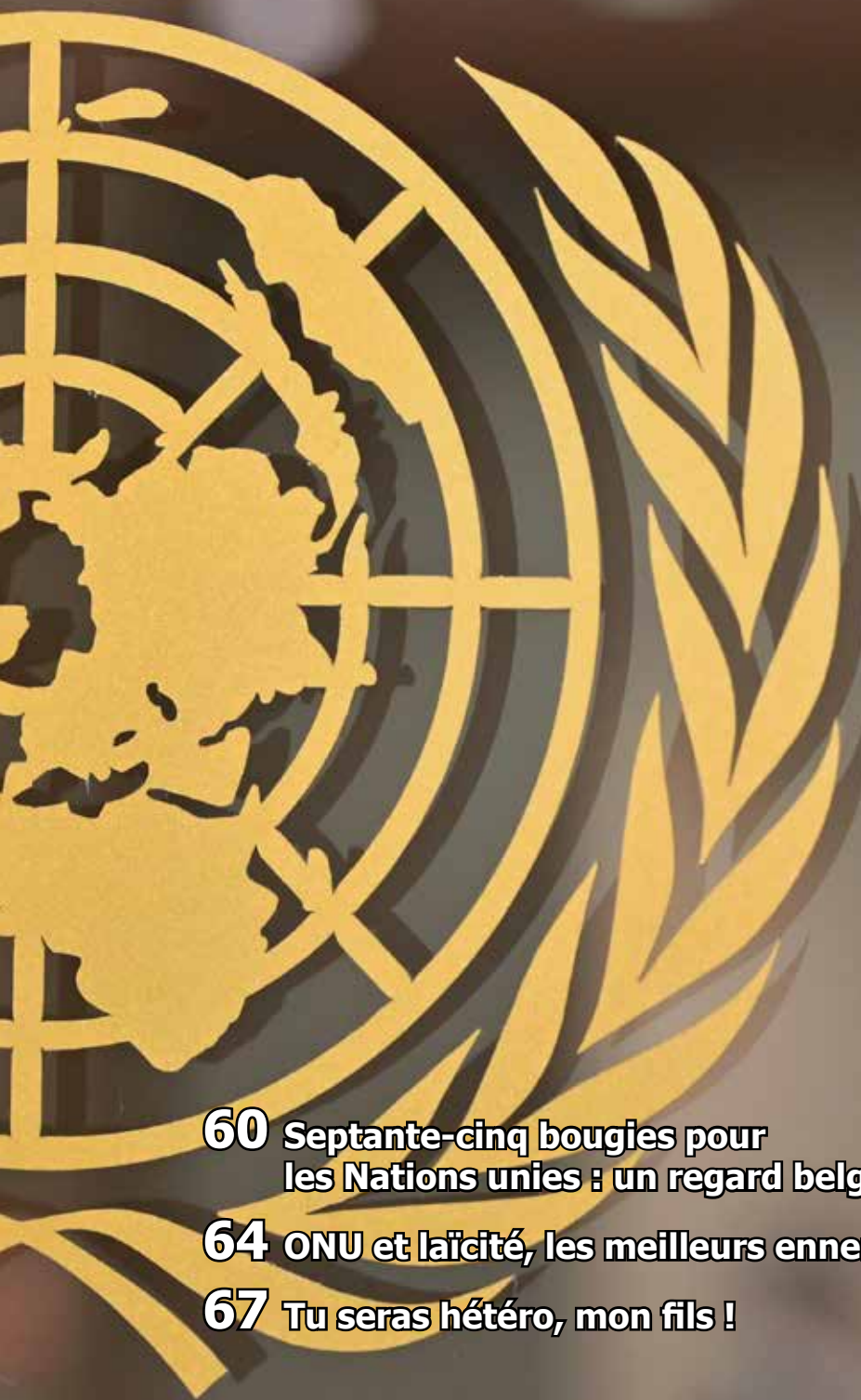
sont les armes qu'une géographie de combat fournit afin de parier sur une sortie d'un système qui nous mène au désastre (désastre social, environnemental, noétique) ?

Le capitalisme est sans aucun doute l'un des principaux facteurs des déséquilibres écologiques que connaît notre planète. Cela dit, je ne pense pas que rajouter un néologisme puisse faire avancer la bataille des idées, bataille que la gauche anti-productiviste a déjà bien du mal à gagner au sein de l'opinion publique. Le terme d'«anthropocène» me semble donc approprié, même s'il doit impérativement être nuancé, notamment en soulignant ses limites, et en particulier sa nature trop englobante considérant l'humanité comme indivisible et occultant les rapports de domination et d'exploitation. Dans ce contexte de dégradation écologique et sociale, la géographie doit justement nous conduire à articuler les différentes échelles et, par conséquent, à envisager des solutions locales (développement des services publics, transition écologique, agriculture de proximité) au sein de combats plus globaux (remise en cause des traités de libre-échange, annulation des dettes illégitimes, etc.). Pour ce faire, il est donc impératif de viser une géographie plus populaire, c'est-à-dire se focalisant sur le quotidien des peuples et des opprimés, de façon à fournir à ces derniers des outils de compréhension et de lutte qui s'avéreront cruciaux dans les années à venir. 🌱



Renaud Duterme, «Petit manuel pour une géographie de combat», La Découverte, coll. «Cahiers libres», Paris, 2020, 208 p.





60 Septante-cinq bougies pour
les Nations unies : un regard belge

64 ONU et laïcité, les meilleurs ennemis

67 Tu seras hétéro, mon fils !

Septante-cinq bougies pour les Nations unies : un regard belge

Le 26 juin 1945 était approuvée la Charte des Nations unies, dans le sillage de la Seconde Guerre mondiale. Septante-cinq ans après, l'organisation onusienne est régulièrement critiquée, voire bafouée par certains États. À tort ou à raison ! Bénédicte Frankinet, ambassadrice honoraire, ancienne représentante de la Belgique auprès des Nations unies, a passé de nombreuses années dans les rouages de cette institution internationale de premier plan. Elle nous livre son regard sur son évolution.

Par Sandra Evrard
Rédactrice en chef

L'idéalisme lié à la naissance des Nations unies est-il toujours ancré dans la réalité d'aujourd'hui ?

À l'instar de la Société des Nations, les Nations unies ont été inventées à la fin d'un conflit mondial dramatique. L'idée de réinventer le monde sur de nouvelles bases, avec de nouvelles règles, constituait une idée très forte au moment de la création des Nations unies. Mais cela ne va pas durer très longtemps puisque l'on va rapidement entrer dans la période de la guerre froide, et jusqu'à aujourd'hui, même les pays qui s'affirment comme de grands partisans du multilatéralisme prennent, parfois, quelques libertés avec leurs engagements.

D'une part, la Charte elle-même est un instrument qui a septante-cinq ans

et qui n'est pas toujours adapté aux nécessités d'aujourd'hui. D'autre part, effectivement, l'engagement multilatéral de certains pays, en particulier de grands pays, n'a pas toujours résisté à l'épreuve du temps, avec un principe de souveraineté qui a parfois repris le dessus. Je pense aussi que les États membres qui s'affirment partisans du multilatéralisme ne prennent pas toujours assez soin de l'organisation, et qu'ils ne font pas toujours ce qui est nécessaire pour traduire concrètement, dans leur propre politique nationale ou internationale, les engagements adoptés.

Il y a quelques années, vous plaidez notamment pour une modification du droit de veto. Vous affirmiez lors de l'une de vos interventions devant le Conseil de sécurité : « Le recours

au veto pour bloquer l'adoption de résolutions sur la situation en Syrie est une regrettable illustration des ratés du système, un manquement du Conseil à ses responsabilités les plus fondamentales.» Qu'avez-vous voulu dire ?

La position officielle de la Belgique, c'est que le droit de veto devrait être, en tout cas dans un premier temps, limité dans son utilisation. Quand la Belgique a négocié la Charte, elle était déjà très préoccupée par l'idée que certains grands pays allaient pouvoir imposer leur veto à la majorité des États membres, ou en tout cas, s'opposer à l'adoption de certaines résolutions du Conseil de sécurité. Il avait été dit à l'époque que cet usage serait exceptionnel. L'on a perdu l'idée que le Conseil de sécurité doit travailler à des solutions communes en vue du bien commun.

On constate que, effectivement, les États qui sont membres permanents du Conseil de sécurité – certains d'entre eux plus souvent que d'autres, d'ailleurs – utilisent ce droit de veto uniquement pour protéger leurs intérêts nationaux. Cela a fait perdre au Conseil son aura et son efficacité, et d'une certaine façon, sa légitimité.

Est-ce récupérable ? Peut-on modifier cette règle, ou est-ce illusoire ?

La discussion sur la réforme du Conseil de sécurité, au sens large, dure depuis plusieurs décennies. Le fait qu'il y ait ce petit nombre d'États qui ont le statut de membres permanents inquiète beaucoup d'autres États, disons, de capacité similaire ou

qui se voient potentiellement obtenir ce type de présence sur la scène internationale. La première chose à faire serait sans doute de travailler à la limitation de l'usage du droit de veto. La Belgique a appuyé l'idée que lorsque l'on est face à des situations de génocides ou de crimes contre l'humanité, on devrait pouvoir faire abstraction du droit de veto et adopter les résolutions du Conseil de sécurité sans difficulté.

Vous étiez l'envoyée spéciale pour la candidature de la Belgique au sein des membres non permanents du Conseil de sécurité. Le slogan de la Belgique était alors : « Bâtir le consensus, agir pour la paix ». Est-ce que notre sens du compromis, qui est une plus-value finalement en matière de multilatéralisme, pourrait jouer un rôle intéressant dans le cas de ces échanges multilatéraux ?

Le multilatéralisme, c'est l'exercice du compromis en permanence, sauf quand on vote. Mais à part le Conseil de sécurité, on vote relativement rarement aux Nations unies. Donc toute l'idée est de renforcer la légitimité des décisions prises par l'organisation en s'assurant que tous les États membres sont à bord, ou en tout cas, une très grande majorité.

Et pour cela, il faut effectivement négocier des compromis, rapprocher les points de vue, il y a quand même 183 États membres, dont les idées sont souvent très différentes. Donc oui, rien que pour faire fonctionner l'organisation, la pratique de la négociation en vue de l'obtention d'un dénominateur

commun des États est vraiment très importante. Je crois que la Belgique a une vieille tradition, déjà en interne, qui lui sert tout à fait lorsqu'elle siège, non seulement au Conseil de sécurité, ce qui arrive tous les dix ou douze ans, mais aussi dans les autres organes des Nations unies.

Lorsque le président Macron vilipende l'OTAN, institution internationale également créée depuis un certain nombre de décennies, cela pèse-t-il sur son avenir ?

Je pense que les organisations multilatérales à beaucoup de niveaux, donc pas seulement les Nations unies, mais aussi les organisations régionales, sous-régionales, ainsi que les organi-

sations très spécialisées, ont un avenir, à condition que de temps en temps on s'arrête pour se demander comment les faire fonctionner correctement.

Nous avons parfois un peu tendance à considérer qu'elles ont toujours fait partie du paysage et qu'elles vont rester là éternellement. Mais si elles doivent continuer à jouer le rôle pour lequel elles ont été créées, elles sont aussi tenues de faire l'objet d'une réflexion. Bien entendu, quand certains États membres donnent moins d'importance au rôle d'une organisation et déforcent le multilatéralisme, la question se pose davantage. Il importe de s'assurer d'une meilleure complémentarité dans certains cas entre les différents niveaux, global



© Don Emmert/AFP

L'abus de droit de veto pour protéger les intérêts nationaux a fait perdre au Conseil de sécurité son aura et son efficacité, et d'une certaine façon, sa légitimité.

et régional, en assurant la communication entre les différentes régions, à condition, évidemment, que les grands principes de base, notamment en matière de droits de l'homme, de paix et de sécurité, soient respectés par ces différents étages.

Vu les urgences de l'actualité, nous avons évoqué le climat, mais il y en a d'autres. Pensez-vous que ce processus d'évolution, de changement puisse être effectif rapidement ?

Les réformes institutionnelles sont extrêmement compliquées. Bouleverser ces institutions semble parfois un travail de très longue haleine par rapport à ce que vous avez décrit correctement comme des urgences.

En revanche, je pense que certains aspects ne sont pas toujours très visibles, notamment le fait que les gouvernements, au travers de nouveaux réseaux, reprennent à leur compte certains des acquis ou certaines des suggestions ou conclusions provenant des Nations unies. Nous avons vu cela dans le domaine du développement, du droit des femmes, des droits de l'homme, du climat. Dans chaque pays, il existe différents niveaux d'actions possibles qui ne doivent pas nécessairement passer par le niveau gouvernemental pour être efficaces. L'on peut aussi compter sur la société civile ou des niveaux de pouvoir locaux. Aux États-Unis par exemple, concernant le climat, les grandes villes jouent un rôle qui s'inscrit tout à fait dans le cadre des conventions onusiennes sans s'occuper beaucoup de la politique fédérale. Ces nouveaux moyens d'action sont effectifs. C'est

peut-être moins visible, et en matière de surveillance des engagements pris et de leurs mises en œuvre, c'est sans doute beaucoup plus compliqué, mais cela a le mérite d'exister et de fonctionner.

Peut-on qualifier cela de nouvelle forme de multilatéralisme ?

Il y a déjà beaucoup de formes de multilatéralisme. De temps en temps, je cite une organisation multilatérale que j'aime beaucoup, c'est l'Organisation de la vigne et du vin. Là, on ne parle que d'un thème, mais à plusieurs, dans l'espoir d'arriver à des solutions concrètes. Parfois, c'est plus facile quand l'on ne traite que d'un seul sujet.

Donc il y aura sans doute une évolution, mais le problème, c'est de savoir comment on s'y attaque sans essayer de traiter de tout à la fois. Est-ce que l'on passera justement par des réformes institutionnelles limitées, ou au contraire, par de grandes visions ? Est-ce que l'on aura, dans les prochaines années, des États qui aujourd'hui se déclarent unilatéralistes et souverainistes ? Est-ce qu'un changement politique dans ces pays changera tout à fait la donne ? Ou, est-ce que nous sommes partis pour une tendance sur le plus long terme ? Cela reste encore un peu compliqué à définir. Je crois que justement, il ne faut pas se limiter à une seule forme de multilatéralisme, il faut utiliser toutes les ressources de la coopération multilatérale à différents endroits. Parfois, elles sont très différentes tant dans leurs thèmes que dans leur mise en œuvre, mais cela doit rester un objectif. ♣

ONU et laïcité, les meilleurs ennemis

L'Organisation des Nations unies aurait-elle un problème avec la laïcité ? La question peut sembler surprenante. L'ONU, dont l'un des buts est d'encourager « le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion », devrait facilement accepter un principe qui vise précisément à garantir la liberté de tous.

Par François Finck
Délégué « Europe & International » - CAL/COM

En réalité, derrière les buts affichés, la laïcité est souvent mal comprise au sein des institutions internationales de protection des droits de l'homme, où la culture juridique anglo-saxonne domine. Cette approche tend souvent à caricaturer la laïcité en une forme d'intolérance, de posture antireligieuse, voire en une forme de racisme. Cette incompréhension est causée par d'importantes divergences philosophiques et politiques, et elle est profondément enracinée.

Cette tendance est en particulier visible dans deux organes onusiens : le Comité des droits de l'homme et le Conseil des droits de l'homme. Le premier est un organe composé d'experts indépendants chargé de surveiller la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits civils et politiques par les États parties. Il peut notamment recevoir des plaintes individuelles, sur lesquelles il rend des « constatations ». Au contraire du Comité, le Conseil des

droits de l'homme est un organe politique, intergouvernemental, responsable de la promotion et de la protection des droits humains dans le monde. Composé de quarante-sept États, il publie des rapports sur l'état des droits de l'homme dans chaque pays. Pour l'aider à exécuter sa tâche, il a nommé des rapporteurs spéciaux, des experts chargés de domaines précis. Il y a notamment un rapporteur spécial sur la liberté de religion et de croyance.

La laïcité française contre la liberté religieuse ?

L'hostilité envers la laïcité s'est exprimée au Comité des droits de l'homme dans des cas concernant la France, pays qui tend à concentrer les attaques. L'affaire Yaker l'illustre parfaitement. Une femme portant le niqab, poursuivie et reconnue coupable de l'infraction de port d'une tenue destinée à dissimuler le visage dans l'espace public, a prétendu que



Heureusement, des défenseurs de la laïcité existent à l'ONU et ne manquent pas de faire entendre leur voix.

l'État avait porté atteinte à son droit à la liberté de conscience et de religion. Le Comité a décidé que la restriction de la liberté de manifester sa religion ou ses convictions en portant le niqab n'était ni nécessaire ni proportionnée. Et elle a constaté que la France avait violé l'article 18 du Pacte qui protège la liberté de conscience et de religion. De plus, selon le Comité, il s'agissait d'une forme de discrimination croisée basée sur le sexe et la religion.

Cette décision a été fortement critiquée par le membre tunisien du Comité, Yadh Ben Achour, grand défenseur de la laïcité. Il rappelle que toutes les interprétations de la religion «ne se valent pas au regard d'une société démocratique ayant pour fondement de son système juri-

dique les droits de l'homme, les principes de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du Pacte», ainsi que la laïcité.

Cependant, la plaignante savait pouvoir s'attendre à un bon accueil du Comité. En effet, il s'était par le passé montré particulièrement ouvert aux revendications religieuses. Dans une affaire concernant un homme de religion sikhe, le Comité avait considéré que la France avait violé sa liberté religieuse en appliquant la règle selon laquelle les photos d'identité doivent être faites tête nue. À cause de son refus d'enlever son turban, le plaignant n'avait pu renouveler son permis de résidence. Le choix du Comité était stratégique, d'autant plus qu'au contraire de

l'organe onusien, la Cour européenne des droits de l'homme avait refusé de condamner la France sur le sujet de l'interdiction du voile intégral¹ – et à une large majorité.

Offensives contre la laïcité

Le Conseil des droits de l'homme peut adopter des résolutions sur toute question relative aux droits humains. Bien que ces textes ne soient pas formellement obligatoires, ils ont une forte valeur politique.

Pour cette raison, il a fait l'objet d'une offensive des États de l'Organisation de la Conférence islamique, menés par le Pakistan, pour faire accepter le concept de «diffamation des religions» – et en particulier de l'islam –, réintroduisant ainsi le délit de blasphème. Après de nombreux rebondissements, cette tentative a finalement tourné court, mais elle en dit long sur l'ambiance et les enjeux en cause.

Dans ce contexte, la rapporteuse spéciale sur la liberté de religion de l'époque a rendu en 2005 un rapport sur la France, très critique sur les développements de la laïcité. Et en particulier sur la loi de 2004 interdisant les signes religieux ostensibles à l'école. Selon elle, cette loi porterait atteinte à la liberté religieuse des élèves musulmans et serait discriminatoire.

Plus récemment, la réaction de plusieurs rapporteurs spéciaux à la loi québécoise sur la laïcité de l'État montre la permanence de cette hostilité à la laïcité au sein de l'ONU. Dans une lettre adressée au gouvernement

canadien – lui-même opposé à la loi –, les experts onusiens prétendent que la loi québécoise sur la laïcité pourrait violer la liberté de religion et le principe de non-discrimination. Ils s'en prennent notamment à l'interdiction faite aux fonctionnaires en position d'autorité de porter des symboles religieux dans l'exercice de leurs fonctions, et à l'obligation des employés de certains organismes de s'acquitter de leurs fonctions avec le visage découvert. Sont donc visées des caractéristiques essentielles de la laïcité: la neutralité religieuse et l'impartialité des autorités publiques.

Lueurs d'espoir

Heureusement, des défenseurs de la laïcité existent à l'ONU et ne manquent pas de faire entendre leur voix. Outre le juriste Yadh Ben Achour, qui a fait entendre son avis dissident au sujet du voile intégral, la rapporteuse spéciale sur les droits culturels, Karima Benounne, défend énergiquement l'universalité des droits de l'homme contre les tentatives de les diluer au nom de l'appartenance à une communauté. Dans son rapport «Universalité, diversité culturelle et droits culturels», elle livre une éloquente apologie de ce principe fondamental, et appelle les États à «réaffirmer l'importance de la laïcité ainsi que de la séparation de la religion et de l'État, de même que l'importance d'espaces laïques pour la pleine application de la liberté de religion ou de conviction et de tous les autres droits de l'homme». La promotion d'un point de vue laïque au sein des Nations unies reste donc d'une importance cruciale. ✦

¹ Arrêt S.A.S c. France, 1^{er} juillet 2014.

Tu seras hétéro, mon fils !

L'Allemagne va interdire les « thérapies de conversion » pour les mineurs, des prétendus traitements censés guérir de l'homosexualité. Bastian Melcher, l'une des victimes, explique comment il a cru qu'il était possédé par le démon, avant de se libérer de son conflit intérieur.

Par Christophe Bourdoiseau
Correspondant à Berlin

Bastian Melcher a longtemps cherché l'aide de Dieu pour se « convertir » et se libérer de ses « démons ». Aujourd'hui âgé de 31 ans, ce croyant a vécu dans l'espoir de pouvoir se débarrasser de ce qu'il pensait être des péchés, par des « thérapies », avant de prendre conscience qu'il était sur la mauvaise voie. Mais comment chasser les « démons », c'est-à-dire ses penchants pour les personnes du même sexe ? « J'ai vécu avec ce sentiment de reproche pendant des années. J'ai prié sans cesse pour que ces attirances [envers les hommes] s'en aillent pour toujours », explique-t-il. Ce conflit intérieur le mène rapidement dans une impasse qui le rend malade. « Il était difficile de concilier ma croyance avec mon homosexualité. Pour moi, il était clair que Dieu avait créé l'homme et la femme. Il n'y avait pas d'autre choix dans ce monde, sur Terre », ajoute-t-il. « À la fin, je n'en pouvais plus. Je me disais que la seule issue de secours était de mettre fin à mes jours », raconte-t-il.

Lorsque la paroisse prend conscience de son orientation sexuelle, elle le menace de ne plus lui confier des activités avec les jeunes, s'il ne se convertit pas. « Ils m'ont dit : tu n'es pas mauvais. Mais tu ne dois pas vivre avec tes péchés », raconte-t-il. Pour « plaire à Dieu », comme il dit, et pour ne pas perdre le contrôle sur sa vie, Bastian Melcher suit alors, à partir de 16 ans, des « thérapies » et récite des « prières réparatrices ». Des séances qui ressemblent à de l'exorcisme. Il se souvient comment le prédicateur lui a mis les mains sur l'épaule et a prié. Il prétendait qu'il voyait de la fumée sortir de son dos et les démons quitter son corps. « Il a ajouté qu'il y avait encore un démon noir, encore plus grand, qui était responsable de l'homosexualité. Et que j'en étais libéré », raconte-t-il.

Dieu à la rescousse

Bastian a aussi goûté aux thérapies de groupe pour tenter de se « libérer du mal ». « Nous avons beaucoup chanté.

Il y avait des prêches. Ensuite, on se réunissait à six ou huit personnes, comme dans des groupes d'alcooliques anonymes, et l'on pouvait se parler mutuellement. On priait et on essayait de se soutenir ». Naturellement, Bastian n'a jamais réussi à se « convertir ». Régulièrement, il « rechute » et rencontre secrètement d'autres hommes, amplifiant chaque fois son sentiment de honte. « J'ai mené une double vie. Je suis tombé en dépression. J'ai utilisé l'alcool et des médicaments pour me rendre la vie plus agréable », témoigne-t-il. « Les thérapies ne faisaient qu'aggraver la situation car je gardais l'espoir que Dieu allait changer les choses. J'ai beaucoup prié mais, dès que je replongeais dans une relation homosexuelle, je me sentais coupable. On m'acceptait comme être humain tout en exigeant de moi que je

me débarrasse de mes pulsions. On me disait que je ne pouvais pas vivre dans le péché. Cela m'a rendu fou et m'a plongé dans le désespoir. À la fin, je ne savais plus quoi faire », avoue-t-il.

Quand la loi protège

Bastian Melcher va se libérer de ce fardeau lors d'une Gay Pride à Hanovre, une manifestation revendiquant la liberté et l'égalité des différentes orientations sexuelles. « J'y allais juste pour voir. Là, j'ai rencontré quelqu'un qui est devenu mon compagnon », confie-t-il. À partir de ce moment-là, tout a changé. « J'étais enfin devenu ce que je suis : un homosexuel qui vit avec un homme. » Sa famille se déclare d'abord horrifiée par la nouvelle. Seule sa sœur se réjouit de ce *coming*



© Pupkin Film/Collection Christopher/AFP

Le texte de loi interdisant les thérapies de conversion pour mineurs sanctionnera les contrevenants par de lourdes amendes (30 000 euros) et des peines allant jusqu'à un an de prison.

out qui le « rend heureux », dit-elle. Finalement, ses parents, très religieux, reviendront vers lui pour lui assurer tout leur amour. « L'homosexualité n'est pas une maladie », insiste Jens Spahn, le ministre conservateur de la Santé, rappelant au passage que l'Organisation mondiale de la santé a seulement retiré en 1990 l'homosexualité de la liste des maladies psychiques. Il sait de quoi il parle : il est lui-même homosexuel. « Il n'y a donc besoin d'aucun traitement », ajoute le ministre qui a rédigé une loi interdisant aux moins de 18 ans ces pseudo-thérapies, dont certaines sont remboursées par des caisses d'assurance maladie.

Le texte, qui sanctionnera les contrevenants par de lourdes amendes (30 000 euros) et des peines allant jusqu'à un an de prison, a été entériné en Conseil des ministres, le 17 décembre 2019 et doit entrer en vigueur cette année. Il est destiné à interdire tout traitement, médicamenteux et psychique, destiné à modifier l'orientation sexuelle ou le genre. Selon les experts médicaux qui ont travaillé sur le sujet, ces pseudo-thérapies sont très préjudiciables. Comme Bastian Melcher, les victimes souffrent généralement de dépression et de pensées suicidaires. « Ces thérapies ne soignent pas. Elles rendent malade et sont dangereuses pour le corps et l'esprit », martèle Jens Spahn. Cette interdiction adresse également un signe à tous ceux qui restent tiraillés par leur homosexualité. « Notre message est le suivant : sois comme tu es, c'est bien comme cela ! », ajoute le

ministre. La loi vise également des organisations proposant des thérapies de conversion à des personnes en « conflit avec leur identité de femme ou d'homme », tel le site évangélique *Wuestenstrom* qui opère désormais via un hébergeur suisse. L'organisation prétend, entre autres, que l'homosexualité ne fait pas partie de la personnalité.

Oser s'affirmer

Pour Bastian Melcher, cette loi constitue un progrès. « Il est essentiel que les Églises catholique et protestante affirment que l'homosexualité n'est pas une maladie », estime-t-il. C'est d'ailleurs le message qu'a voulu faire passer le groupe de travail œcuménique sur l'homosexualité et l'Église. « Les Églises reconnaissent les conclusions de la science et elles savent que l'homosexualité n'est pas une maladie. Elles déconseillent ces thérapies », explique le porte-parole de l'association, Thomas Pöschl, qui s'est félicité de cette loi.

« Aujourd'hui, en regardant en arrière, je regrette d'avoir voulu à tout prix me transformer », explique Bastian Mechler. « J'aurais aimé une aide des cercles religieux, pas pour me changer, mais pour savoir comment vivre dans l'Église afin de pouvoir construire une vie normale. »

Depuis qu'il a accepté son orientation sexuelle comme faisant partie de sa personnalité, il va beaucoup mieux. Il a quitté sa communauté religieuse mais sans perdre la foi. Pour lui, Dieu existe. Il sait aujourd'hui que le Seigneur l'accepte comme il est et qu'Il l'aime. ✝



72 Ode à nos failles

75 God bless les séries télé !

Ode à nos failles

Accepter l'imperfection et l'impermanence, c'est apprendre à apprécier la beauté dans les marques du temps, à composer avec nos fêlures, à relativiser l'échec, mais aussi à cultiver nos singularités. Une manière de nous réconcilier avec nous-mêmes et avec notre confiance à pouvoir embrasser la vie. Un cheminement vers plus de sagesse et de sérénité. Il n'est jamais trop tôt pour commencer.

Par Allison Lefèvre
Journaliste

«Il y a une fissure en toute chose. C'est par là qu'entre la lumière.» Cette citation de Leonard Cohen, extraite de la chanson «Anthem», met en exergue la force de nos faiblesses. Un oxymore ! En effet, le risque de ne pas être à la hauteur, de nous tromper, d'échouer, de tomber malade, d'ignorer de quoi demain sera fait... est générateur d'anxiété, de peur, de honte, de culpabilité, de frustration. Il nous renvoie à notre condition humaine, à nos limites, à notre finitude. Nous sommes des êtres faillibles et se confronter à cette réalité peut se révéler terriblement écrasant. Pourtant, nos fragilités ne se résument pas seulement à des poids que l'on va devoir traîner tout au long de notre chemin. Elles peuvent aussi, si l'on apprend à vivre avec elles, baliser notre parcours à l'instar des cailloux du Petit Poucet, et nous permettre de progresser.

Changer le plomb en or

Transformer ses lignes de faille en lignes de force, c'est tout le propos

du *kintsugi*, une technique japonaise qui consiste à réparer les objets en céramique ou en porcelaine brisés, en prenant soin d'appliquer de la poudre d'or sur les jointures afin de les sublimer au lieu de chercher à les masquer. «Mais sa philosophie va bien au-delà d'une simple pratique artistique...», souligne Céline Santini dans *Kintsugi, l'art de la résilience* (First, 2019). «On touche ici à la symbolique de la guérison et de la résilience. Soigné, puis honoré, l'objet cassé assume son passé, et devient paradoxalement plus résistant, plus beau et plus précieux qu'avant le choc. [...] La voie du *kintsugi* peut être vue comme une forme d'art-thérapie, vous invitant à transcender vos épreuves et transformer votre plomb en or.»

Adopter une attitude wabi sabi

Cette pratique symbolique s'inscrit dans un courant plus large : le wabi sabi. Comme l'explique Tomás Navarro dans *Wabi Sabi, l'art d'ac-*

cepter l'imperfection (La Martinière), cette tendance esthétique japonaise «est aujourd'hui une philosophie de vie qui, une fois transformée en attitude essentielle, peut nous aider à trouver la sérénité, l'inspiration et la liberté dans notre quotidien. Le *wabi sabi* nous rappelle que rien dans la vie ne dure éternellement, que tout est incomplet et que c'est en acceptant les choses imparfaites, incomplètes et impermanentes que nous pourrions avancer et accepter la vie telle qu'elle se présente. Une attitude *wabi sabi* nous aide à nous adapter plus rapidement aux changements inévitables que la vie nous propose, à replacer les choses dans leur contexte, à adopter une nouvelle perspective, à vivre avec l'incomplet et à vivre la vie dans toute sa splendeur, avec la richesse de ses millions de petites joies de tous les jours.»

Avancer à contre-courant

Si ces courants zen ont le vent en poupe, si l'on ne compte plus dans les librairies le nombre d'ouvrages consacrés au ralentissement, au lâcher-prise et à l'acceptation de soi, si les pratiques méditatives et le yoga semblent attirer de plus en plus d'adeptes, c'est sans doute parce que le contexte actuel se veut particulièrement tendu et oppressant. «Au niveau professionnel comme sur le plan privé, nous sommes continuellement soumis à des injonctions en matière de performance, de compétitivité, d'efficacité», relève la psychologue Muriel Mazet, auteure de *La Force des fragiles. S'appuyer sur ses failles pour vivre heureux* (Eyrolles,

2016). «Ne pas entrer dans la norme, alors que la pression de conformisme s'avère particulièrement élevée aujourd'hui, est souvent synonyme de mal-être. On n'imagine pas le nombre de personnes en souffrance parce qu'elles ont le sentiment de ne pas "assurer" face à des exigences trop élevées et sur lesquelles elles ont peu voire pas de prise. Nous vivons dans une société qui malmène le corps et l'esprit. Accepter ses faiblesses, ses échecs, sa fragilité va à l'encontre de la dynamique ambiante.»

Fonctionner ou exister ?

Quelles solutions envisager ? Certains vont adopter la stratégie de la fuite en avant et tenter de s'endurcir. «D'autres, se sentant menacés de tous les côtés et dans l'urgence de cette course folle, vont utiliser ces pratiques orientées culturellement vers l'acceptation de la fragilité dans le but d'être encore plus forts», remarque le philosophe et psychanalyste Miguel Bensaï, qui a publié *La Fragilité* (La Découverte, 2007). «On assiste alors à une perversion du principe, tendant vers davantage d'aliénation. Or, plus on cherche à s'éloigner de ses faiblesses en fonctionnant au lieu d'exister, plus on se mécanise, plus on s'affaiblit ! En Occident, nous avons beaucoup de mal à faire l'expérience de la fragilité. Nous la craignons, sans réaliser que la force n'est pas un état en soi : ce n'est qu'un moment entre deux faiblesses. Cohabiter avec ses failles reste compliqué. Pourtant, elles constituent notre axe central et nous singularisent. C'est d'ailleurs ce qui différencie le vivant des machines.»

Cheminer vers soi

Accueillir ses failles, c'est un cheminement... «Cela implique d'avoir accès à son intériorité, à ce que l'on vaut et à ce que l'on veut, tout en restant relié à l'extérieur», poursuit Muriel Mazet. «Quitter la toute-puissance infantile, faire preuve d'humilité, se confronter à la réalité dans toutes ses dimensions, accepter le temps qui passe, sa vulnérabilité, ses illusions, ses limites, se détacher du jugement des autres, c'est l'affaire de toute une vie. Baisser son niveau d'exigence et gagner en tolérance vont avoir des impacts sur nos relations avec les autres. On se montre davantage à l'écoute. On fait preuve de plus de compassion et de bienveillance. On apprivoise et cultive nos émotions. On se reconnecte à notre part d'enfance, à notre capacité d'émerveillement, d'enthousiasme et de joie authentique.»

Écouter notre palpitant

Tous ces réajustements prennent forcément du temps. Nous sommes tous uniques, à chacun son rythme ! D'autant qu'il ne s'agit pas ici de procéder à quelques aménagements cosmétiques, mais bien de réordonner sa vie sur d'autres axes afin de s'émanciper d'une série de croyances, d'exigences, de modes de fonctionnement toxiques ou contre-productifs... et de grandir, alignés sur ce qui nous meut. «L'essentiel, c'est le désir de vivre. Le palpitant. C'est ce fil qu'il faut suivre sans verser dans le narcissisme», commente Miguel Benasayag. «L'Occidental a tendance à se penser comme l'acteur

principal d'un film dans lequel les autres individus seraient des figurants et l'écosystème, le décor. Or, l'essence même de ces philosophies, c'est de nous rappeler que nous faisons partie d'un ensemble.»

Agir avec congruence

Changer notre regard sur le monde, c'est aussi faire le deuil de notre façon de voir et de faire. C'est oser explorer de nouveaux territoires. Une promesse de changement qui ouvre des perspectives réjouissantes mais qui peut aussi... faire peur. «Pour paraphraser Nietzsche, ce qui ne nous tue pas nous rend plus forts», tempère Muriel Mazet. «Augmenter notre connaissance de nous-mêmes et assumer nos fragilités, c'est gagner en force tranquille. Nos forces ressortent d'autant plus qu'on accepte nos faiblesses.» En témoigne le succès sur Instagram de Celeste Barber, cette comédienne australienne qui parodie avec beaucoup d'autodérision l'attitude stéréotypée des star(lette)s dans les médias et réseaux sociaux et est devenue une icône du mouvement body positive qui milite en faveur de l'acceptation de toutes les morphologies. Autre exemple révélateur : Pomme, qui a décroché le titre d'album révélation aux dernières Victoires de la Musique avec son disque intimiste, *Les Failles*. Agir avec congruence a du sens. À l'heure où de plus en plus de personnes défendent un modèle de société inclusive, ne serait-il pas intéressant de nous pencher sur ce qui fonde notre unicité afin de vivre en harmonie avec nous-mêmes et avec les autres ? 🌱

God bless les séries télé !

Source d'inspiration pour les scénaristes, les religions et croyances sont souvent évoquées dans les séries télévisées « made in America ». Elles nourrissent les personnages, mais pas vraiment la critique. Attention, les séries, c'est sacré !

Par Himad Messoudi
Journaliste

En 2019, 532 nouvelles séries américaines ont été produites. Depuis plusieurs années, on parle du phénomène de *Peak TV* : jamais il n'y a eu autant de (très bonnes) séries produites en même temps. La dernière étude du Pew Research Center (2014) sur la croyance en Dieu montrait que pour 83 % des Américain·e·s, l'existence de Dieu allait de « plutôt certaine » à « absolument certaine ». Deux chiffres que l'on pourrait penser déconnectés, mais qui en disent beaucoup lorsqu'il s'agit d'analyser la présence du religieux dans les séries, et plus particulièrement celles provenant de l'Oncle Sam, leader incontesté des *TV shows*.

La première série qui vient à l'esprit lorsque l'on évoque la présence de la religion à la télé, c'est assez souvent *7th Heaven* (« Septième ciel », qui perd sa connotation religieuse avec sa traduction française : *Sept à la maison*). Le révérend Eric et son épouse Annie éduquent leurs sept enfants, une progéniture qui a le don de se mettre dans des situations (sexe avant le mariage, toxicomanie, tentative de suicide, can-

nabis, etc.) qui imposent une intervention, le plus souvent du révérend, et un rappel à la foi. Cette série, diffusée entre 1996 et 2006, a remporté un grand succès populaire et a été soutenue comme rarement par le *Parents Television Council*, un groupe de pression d'inspiration chrétienne qui avait plutôt l'habitude d'appeler au boycott. Néanmoins, hors chaînes de télé religieuses, ce type de programme, que l'on peut assimiler à une certaine propagande religieuse, n'essaime pas vraiment. On peut citer la minisérie *The Bible*, diffusée en 2013 et au succès considérable (onze millions de téléspectateurs en moyenne sur la chaîne History). Sa suite, *A.D. The Bible Continues*, sera un échec et la NBC annulera la série.

Du gentil bigot au parfait catho

Si les séries de ce type ne sont plus guère d'actualité, le religieux est extrêmement présent dans l'univers sériel télévisé. Parmi les plus grandes séries américaines, il est assez commun de croiser certains personnages profondé-



Le religieux est extrêmement présent dans l'univers sériel télévisé, par exemple dans « The Handmaid's Tale » qui brosse le portrait d'une Amérique basée sur certains préceptes bibliques.

ment religieux, du père Mulcahy dans *M*A*S*H* à Ned Flanders des *Simpson* en passant par le président Bartlet dans *À la Maison-Blanche*. Ce dernier est un exemple particulièrement intéressant : catholique et démocrate, Jed Bartlet est souvent opposé à des évangélistes républicains. Les questions sur l'avortement traversent cette série, pendant de longues saisons et même dès le premier épisode. Toutefois, Dieu est attaqué comme rarement dans une série diffusée sur un *network*, dans une scène mythique du dernier épisode de la saison 2 : le président (interprété par Martin Sheen), seul dans une cathédrale, se lance dans un monologue où il traite Dieu de *son of a bitch*. Comme Bill Clinton, le président Bartlet a menti aux Américains, à propos de sa santé. Il paie ainsi ses « péchés ». Mais

il se dit prêt à se sacrifier. Et il sera, tout au long de la série, un personnage christique, un président idéal. De quoi, d'une certaine manière, encenser le catholicisme ? Pas vraiment, selon Sarah Sepulchre, professeure à l'UCL et dont la thèse portait sur les séries télé : « *À la Maison-Blanche* nous montre un président parfait, qui ne prend pas de mauvaises décisions. Il est catholique, patriote. Cette perfection n'est pas nuancée. » Et ce manque de nuance ne sonne pas juste.

Le croyant, un personnage multifacette

Cette finesse dans le traitement du religieux, cette subtilité tellement chérie des amateurs de séries, on la trouvera cependant dans de nom-

breuses œuvres télévisuelles. Dans quelques-unes des plus importantes de ces quinze dernières années, la religion – parfois inventée – ou le sacré sont partout, de *Game of Thrones* à *Lost*, des cultissimes *The Leftovers* ou *Six Feet Under* aux plus confidentielles *Rectify* ou *Battlestar Galactica*. Cette dernière mérite le détour : dans cette série de science-fiction, les êtres humains sont polythéistes (« les douze dieux de Kobol ») alors que les robots croient en un Dieu unique. Cette dualité fait le sel intellectuel d'une série où l'un des personnages principaux, athée, deviendra, à la fin, une sorte de prophète... *Rectify* interroge le bien et le mal dans tous ses personnages, après la libération d'un condamné à mort qui a passé vingt ans dans le couloir de la mort. Rédemption, amour, culpabilité, sacrifice, appel à l'aide au divin, les thématiques puissantes de *Rectify* résonnent. Si *Lost* fait des références explicites à la culture judéo-chrétienne, *Game of Thrones* mettra en avant les extrémistes, tout comme *The Leftovers* ou *The Handmaid's Tale*. Moins politiques, les cent épisodes de *Jane the Virgin* brossent le portrait d'une Amérique où la religion est histoire de transmission. Plus polémique, en 2005, le thriller *Sleeper Cell* s'ouvre par une prière d'un musulman, qui s'avère être un agent du FBI qui empêchera un attentat terroriste sur le sol américain. Plus récemment, dans *Jack Ryan*, un agent afro-américain de la CIA affiche sa croyance musulmane de façon « normale ». Que de chemin parcouru après les centaines d'islamistes radicaux que la télé US a enfantés après le 11 Septembre !

Comme les séries, les religions font appel au collectif. Et l'on en vient à se dire que le sacré, ce sont les téléspectateurs et téléspectatrices qui le créent.

Sacrées séries !

Nous pourrions multiplier les exemples. Le plus souvent, la religion permet de densifier le propos d'une série. Et plus rarement – on peut penser à *The Young Pope* – de critiquer les religions elles-mêmes, des institutions régulièrement présentées comme opaques dans les séries. Le médium télé, avec son rythme au long cours, va plutôt s'atteler à réaliser des études de cas, avec des personnages liés au religieux.

Sarah Sepulchre regrette néanmoins que le religieux soit rarement autre chose qu'un ressort scénaristique : « La notion de sacré n'est pas bien traitée dans les séries, alors même que le public, qui ne trouve plus nécessairement le sacré ailleurs, vient y chercher les réponses aux grandes questions sur la vie et sur la mort. Comme les séries, les religions font appel au collectif. Et l'on en vient à se dire que le sacré, ce sont les téléspectateurs et téléspectatrices qui le créent : on voit ainsi l'apparition de véritables cultes pour des séries télé. » Et si, finalement, elles devenaient les nouvelles religions du XXI^e siècle ? ♣

Femme, noire et communiste: et alors?

Elle est célèbre dans le monde entier qu'elle continue d'arpenter, luttant sans trêve en faveur des minorités et des prisonniers politiques. Née en 1944 en Alabama, là où sévissent la ségrégation raciale et les attaques du Ku Klux Klan, la militante afro-américaine communiste Angela Davis deviendra «l'ennemie publique numéro un» du gouvernement Reagan et sera emprisonnée, risquant la condamnation à mort. Elle sera finalement libérée à l'été 1971, grâce à une mobilisation internationale. Jacques Prévert lui a écrit un poème, les Rolling Stones, John Lennon et Yoko Ono lui ont consacré une chanson. La BD *Miss Davis* revient aujourd'hui sur une portion de sa vie, de son enfance à son acquittement en 1972. Scénariste, illustrateur et graphiste, Amazing Améziane n'en est pas à sa première collaboration ni à sa première comic-biographie en duo avec la scénariste Sybille Titeux de la Croix, puisqu'ils ont publié ensemble un album sur le

plus célèbre boxeur militant de la cause noire du XX^e siècle, *Muhammad Ali* (Le Lombard, 2015). En quatre chapitres et un épilogue, la scénariste et l'illustrateur reviennent donc sur l'enfance de la jeune Angela, ses études, son goût pour la philosophie, sa proximité avec le Student Nonviolent Coordinating Committee et le Black Panther Party, les voyages qui l'ont forgée. Ils dépeignent également les événements qui renforceront son engagement et jalonneront son



Une « littérature dessinée » porteuse d'idéologie

Associées au délassément, les BD n'en constituent pas moins une source riche et éclairante pour l'historien. Ces fictions en images offrent non seulement un témoignage graphique des clichés et stéréotypes en vigueur à l'époque de leur réalisation, mais reflètent également la culture et les convictions de leurs auteurs. Une «littérature dessinée» vectrice d'idéologie... le plus souvent catholique en Belgique. Spécialiste d'histoire religieuse et de la bande dessinée, Philippe Delisle est professeur d'histoire contemporaine à l'université de Lyon 3. En guise de prolongement à son ouvrage de synthèse *Petite histoire politique de la BD belge de langue française: années 1920-1960* (Karthala, 2016), il s'attelle à décrypter de manière plus approfondie quelques cas exemplatifs. Après un rappel du rôle moteur joué par les milieux catholiques dans l'éclosion de la BD belge de langue française à partir de 1920, l'auteur nous invite à une lecture politique des albums de *Tintin* et de

Spirou publiés dans les années 1930 avec une analyse de l'influence des idéologies catholiques, nationalistes et conservatrices alors à l'œuvre sur ceux-ci. Se penchant ensuite sur l'imprégnation chrétienne persistante de la BD franco-belge entre 1940 et 1960, il revient notamment sur les liens entretenus par la maison d'édition Dupuis avec la Compagnie de Jésus et propose une étude de la figure du jésuite, missionnaire intrépide, héros de plusieurs récits d'alors. Dans un troisième chapitre, il analyse un album à la dimension chrétienne et missionnaire intitulé *Le Bâton du féticheur*, du dessinateur flamand Renaat Demoen, publié en 1949 dans les péri-

existence. Loin d'être monotone, cette chronologie s'accompagne d'une mise en page inventive, ponctuée du point de vue journalistique de June Seymour, de planches aux crayons de couleur ou de reproductions de coupures de presse. On en perd parfois un peu le fil, tant les personnages qu'Angela croise et côtoie sont nombreux. L'album se révèle toutefois un bel hommage à une femme de convictions dont les discours publics continuent d'enflammer les foules, le poing levé. (ad)



Sybille Titeux de la Croix et Amazing Améziane, «Miss Davis. La vie et les combats de Angela Davis», Monaco, Éditions du Rocher, 2020, 192 pages. Prix: 19,50 euros

diques diffusés par l'abbaye d'Averbode et auréolé à sa sortie d'un certain succès en Flandre. La dernière partie est consacrée aux influences américaines mises au service du discours colonialiste belge, phénomène illustré par la série *Tiger Joe* lancée en août 1950 dans les pages du quotidien catholique *La Libre Belgique*. L'ouvrage se conclut par une analyse détaillée d'une planche de *Tintin au Congo* en guise d'illustration méthodologique. Un exemple qui en dit long sur le lien entre BD et histoire. (ac)



Philippe Delisle, «La BD au crible de l'Histoire. Hergé, Maurras, les Jésuites et quelques autres», Karthala, Paris, 2019, 206 pages. Prix: 18 euros.

« Inextricablement liés »

L'écrivain italien Paolo Giordano a écrit *Contagions* «dans le feu de l'urgence», entre le 29 février et le 6 mars, alors que l'expérience du confinement démarrait en Italie. Pourquoi cette précipitation? «Pour ne pas passer à côté de ce que la peur nous révèle», nous dit-il. Son éditeur français comptait le publier début avril, «car ce témoignage est un éclairage fort, stimulant et profond sur la pandémie, ses possibles sources, ses implications et les changements qu'elle opérera sur notre vie et notre pratique du monde, dans l'immédiat et à long terme» pour finalement décider de l'offrir en libre accès. Plus habitué au style romanesque, Paolo Giordano se livre ici à l'auto-analyse de ses angoisses. Ce n'est pas tant le fait de tomber malade qui l'effraie, mais de quoi a-t-il peur alors? «De tout ce que la pandémie risque de changer. De découvrir que l'échafaudage de la civilisation que je connais est un château de cartes. J'ai peur de la table rase, mais aussi de son contraire: que la peur passe en vain, sans laisser de trace derrière elle.» *Contagions* n'est pas pour autant un énième journal de confiné isolé et stressé qui comble l'ennui par l'écriture. On retrouve dans son récit au jour le jour toute la finesse et la justesse des mots sur les maux que nous sommes tous «susceptibles» de partager, ainsi qu'une réflexion globale sur le «comment en sommes-nous arrivés là». Et alors que le déconfinement a commencé en Italie et ailleurs, ce texte utile est un rappel à la prudence et à la patience. À la solidarité aussi, car «dans la contagion, nous redevenons une communauté». (ad)



Paolo Giordano, «Contagions», traduit de l'italien par Nathalie Bauer, Paris, Éditions du Seuil, 2020, 64 pages. Prix: 9,5 euros pour le livre papier • version numérique en libre accès sur www.seuil.fr

Une pandémie de fake news

Par Xavier De Schutter



Difficile de ne pas évoquer cette saloperie qui nous assigne à domicile. On craignait une Troisième Guerre mondiale, un conflit nucléaire, le réveil de l'empire chinois, le sida, le réchauffement climatique, le terrorisme djihadiste, que sais-je encore... mais le danger vient souvent d'où on ne l'attend pas. En l'occurrence, tout le monde aura reconnu le coronavirus, juste un peu d'ADN, même pas un organisme vivant. Ces quelques nanomètres de protéines enveloppées d'une protection adipeuse ont suffi à propager une zoonose par le biais de chauves-souris et autres pangolins, à mettre à terre notre culte du consumérisme, à enrayer la machine mondialisée, à paralyser la loi du marché, à nous contraindre à avancer masqués et à distance des éventuelles gouttelettes fatales en suspension. Du coup, les réseaux sociaux nous ont abreuvés de la thèse complotiste.

Forcément, le crime profite à quelqu'un. C'est donc qu'on ne nous dit pas tout. On nous cache quelque chose ! Par exemple que le Covid-19 est une arme biologique. Nos gouvernements ont tout manigancé pour accélérer le décès des personnes

du troisième âge afin de résoudre le problème des retraites. Mais non, vous n'y êtes pas. En réalité, c'est la CIA qui, sur fond de guerre économique, a créé le virus pour freiner le développement de la Chine, et c'est l'armée américaine qui assure la dispersion de l'épidémie à travers le monde. Mais non, voyons, tout cela a été concocté dans les labos de l'industrie pharmaceutique pour imposer à la population un vaccin et, mieux encore, nous inoculer une puce électronique et instaurer ainsi le règne de Big Brother. Le confinement – comment ne l'avez-vous pas capté plus tôt ? – ne fait jamais que préparer un coup d'État au niveau mondial. La crise sanitaire résulte d'un plan secret d'une « élite globalisée ». La dictature est en marche, les citoyens sont d'ores et déjà tracés grâce à leur smartphone et des drones les surveillent jusque dans les parcs où ils se promènent. Les uns déclarent qu'une *fatwa* incite les musulmans contaminés à tousser au visage des mécréants, les autres refusent le port du masque au nom de leur liberté et clament ainsi leur pholie. Souvent, celui qui crie à la manipulation est le véritable manipulateur. ✦





Pompes Funèbres Générales de Belgique s.a

Entreprise familiale depuis 1875 TIELEMANS - RAULIER - DELRIEU

Chaussée d'Alseberg 19 - 1060 BRUXELLES

Tél : 02/537.05.64. - pfgb.brussels@gmail.com

Funérailles Wyns

Transferts,
Funérailles, Créations,
Assurances décès,
Contrats personnalisés

24h/24h

Tél : 02 538 15 60
GSM : 0477 28 76 26

Rue aux Laines 89
1000 Bruxelles
(près de St Pierre Et Bordet)

Contact : Dominique Peeren



SOCIETE BELGE POUR LA CREMATION

Association sans but lucratif

Fondée en 1906

Seuls, au service du public,
nous défendons la dignité de l'idéal
crématoire. Faites-vous membre

Assistance, complète
et désintéressée

**DOCUMENTATION GRATUITE
SUR DEMANDE ET SANS
ENGAGEMENT**

Boulevard Maurice Lemonnier, 1
1000 Bruxelles
02 513 03 96

Annonces

Appel aux dons, émissions, exposition... les bonnes énergies



APPEL URGENT

Face à la pandémie du Covid-19, nos partenaires d'Humanisme et Solidarité et de la Maison de la Laïcité de Kinshasa nous appellent à les soutenir dans leurs **actions de sensibilisation et d'éducation citoyenne au sein des écoles et parmi la population pour combattre cette pandémie.**

Laïcité et Humanisme en Afrique Centrale fait un appel aux dons afin de témoigner de notre soutien solidaire et dans l'urgence à la lutte contre le coronavirus en RDC.

Votre contribution* peut être versée sur le compte de l'asbl LHAC :

BE24 3631 6823 6638 (communication: COVID 19)

* Les dons de 40€ et plus bénéficieront d'une attestation pour l'exonération fiscale.

PLUS D'INFOS : WWW.LHAC.BE



Libres, ensemble

ESPACE de libertés

Éditeur responsable

Jean De Brueker

Directeur de la publication

Hervé Parmentier

Rédactrice en chef

Sandra Evrard

Secrétaire de rédaction

Amélie Dogot

Production

Fabienne Sergoyne

Illustrations

Olivier Wiame

Graphisme

YEBOGraphics

Imprimeur

Kliemo

Fondateur

Jean Schouters

Abonnement

10 numéros

Ne paraît pas en juillet - août

Belgique : 20€ • Étranger : 32€
par virement au compte du CAL :

IBAN : BE16 2100 6247 9974

BIC : GEBABEBB

TVA : BE 0409 110 069

ISSN : 0775-2768

Centre d'Action Laïque

Campus de la Plaine ULB, CP 236

Boulevard de la Plaine
1050 Bruxelles

Tél : 02 627 68 68 • Fax : 02 627 68 01

E-mail : fabienne.sergoyne@laicite.net

www.laicite.be

Avec l'appui de l'Administration générale de la Recherche scientifique - Service général du pilotage du système éducatif - Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Le Centre d'Action Laïque s'engage à ce que la collecte et le traitement de vos données soient conformes au règlement général sur la protection des données (RGPD), adopté par le Parlement européen le 14 avril 2016 (règlement n° 2016/769). Plus d'infos : www.laicite.be/vi-privee



LIBRES, ENSEMBLE, VOTRE RENDEZ-VOUS RADIO ET TÉLÉ DE LA LAÏCITÉ

Même confinée, l'équipe des émissions « Libres, ensemble » continue à donner la parole aux travailleurs sociaux qui poursuivent leur accompagnement des populations les plus fragilisées, aux artistes touchés de plein fouet par la crise ainsi qu'à des philosophes, sociologues, politologues qui nous permettent de prendre du recul sur la crise sanitaire actuelle. Toutes les interviews sont à retrouver sur :

Facebook : @LibresEnsembleCAL

Youtube : Centre d'Action Laïque

TÉLÉVISION

Le 14 juin à 9h20 sur *La Une*, nous donnerons la parole à **des acteurs du secteur culturel**. Durement frappés par la crise, ils demandent une vraie politique culturelle pour l'avenir. Une émission rediffusée le 17 juin à 23h45 sur *La Trois* et le 20 juin à 10h sur *La Une*.

Le 28 juin à 9h20 sur *La Une*, retour sur nos **libertés fondamentales**, 3 mois après la mise en place des pouvoirs spéciaux en Belgique. Une émission rediffusée le 1er juillet à 23h45 sur *La Trois* et le 4 juillet à 10h sur *La Une*.

Nos reportages de 10 minutes, diffusés les mardis 9 et 23 juin en fin de soirée sur *La Une* (rediffusions les lundis 15 et 29 juin à 23h45 sur *La Trois*), continueront à donner la parole à des travailleurs de terrain confrontés aux difficultés et aux espoirs du déconfinement.

RADIO

Votre rendez-vous de la laïcité est fixé **chaque samedi à 20h sur La Première**. Chaque semaine, on tentera de décrypter la crise actuelle, ses conséquences et la manière d'envisager le monde de demain.

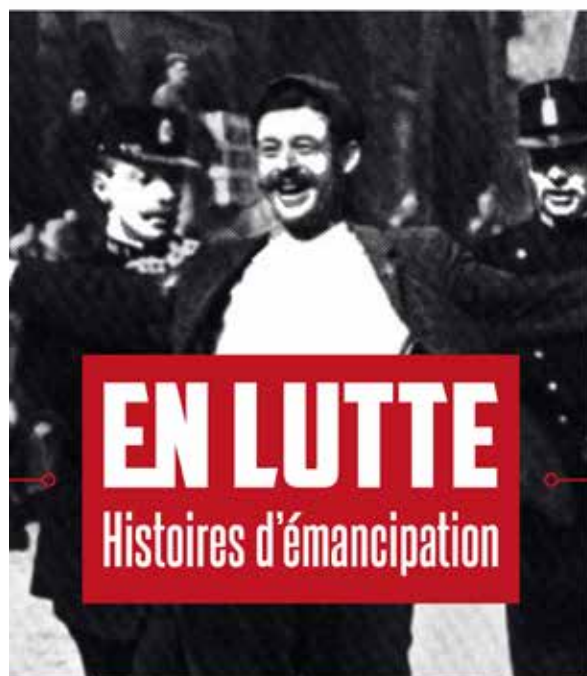


*Libres,
ensemble*



libres, ensemble

LA CITE MIROIR
SAUVENIÈRE



EN LUTTE
Histoires d'émancipation



Plus
jamais
ça !

PROLONGATION

GOULAG

VISAGES ET ROUAGES D'UNE RÉPRESSION
07 MARS ★ **31 AOÛT**

OUVERTURE LES MERCREDIS ET SAMEDIS DE 10H À 18H
RÉSERVATIONS OBLIGATOIRES : WWW.CITEMIROIR.BE

